

# JOURNAL OFFICIEL

## DES

### ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

MATAHITI 89.  
N° 2.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 31  
NO TENUARE 1940.

## ABONNEMENTS

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

## ANNONCES ET AVIS

	UN AN	SIX MOIS	3 MOIS
Etablissements français de l'Océanie.	60 fr.	32 fr.	18 fr.
France et Colonies.	64 fr.	35 fr.	21 fr.
Étranger.	71 fr.	42 fr.	23 fr.

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'imprimerie à Papeete.

PRIX DU NUMÉRO : 3 Francs 50.

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

Annonces judiciaires : la ligne.	4 fr.
Les mêmes, renouvelées : la ligne.	2 fr.
Annonces commerciales et avis divers :	5 fr.
Les mêmes, renouvelées.	2 50
Publication de sociétés philanthropiques, artistiques, littéraires, scientifiques, et sportives etc.	2 fr.

## SOMMAIRE

## PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

	Pages
1939 26 août Décret fixant pour 1940 le montant des contributions dues au service financier de la caisse intercoloniale de retraites pour les colonies et territoires sous mandat (Arrêté de promulgation n° 55 c., du 20 janvier 1940).....	35
19 oct. Décret déclarant applicables aux colonies relevant du ministère des colonies les dispositions du décret du 1 <sup>er</sup> septembre 1939 réprimant la publication d'informations de nature à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et des populations, suivi du décret du 1 <sup>er</sup> septembre 1939 (Arrêté de promulgation n° 55 c., du 20 janvier 1940).....	36
27 oct. Décret rendant applicables aux colonies et territoires d'outre-mer les dispositions du décret du 1 <sup>er</sup> septembre 1939 modifiant le décret du 12 avril 1939, régissant les associations étrangères suivi du décret du 1 <sup>er</sup> septembre 1939 (Arrêté de promulgation n° 55 c., du 20 janvier 1940).....	37
27 oct. Décret relatif à la représentation des personnels aux commissions de réforme et organismes similaires (Arrêté de promulgation n° 55 c., du 20 janvier 1940).....	38
27 oct. Décret modifiant le régime des primes d'engagement de quatre et cinq ans dans les troupes coloniales (Arrêté de promulgation n° 55 c., du 20 janvier 1940).....	38
30 oct. Décret accordant une réduction de tarif à certains envois postaux à l'adresse des mobilisés (Arrêté de promulgation n° 55 c., du 20 janvier 1940).....	39
2 nov. Décret complétant l'article 83 du code pénal (Arrêté de promulgation n° 55 c., du 20 janvier 1940).....	40
2 nov. Décret approuvant une délibération de la commission permanente des délégations économiques et financières des Etablissements français de l'Océanie modifiant la réglementation des taxes à l'importation et à l'exportation (Arrêté de promulgation n° 55 c., du 20 janvier 1940).....	40
3 nov. Décret modifiant l'art. 2 du décret du 1 <sup>er</sup> septembre 1939 relatif aux actions en justice et aux prescriptions et délais de procédure intéressant les mobilisés (Arrêté de promulgation n° 55 c., du 20 janvier 1940).....	41

3 nov. Décret relatif à la révision des étrangers sans nationalité ou bénéficiaires du droit d'asile (Arrêté de promulgation n° 55 c., du 20 janvier 1940).....	42
6 nov. Arrêté interministériel relatif aux avoirs à l'étranger et aux colonies (Arrêté de promulgation n° 55 c., du 20 janvier 1940).....	44
6 nov. Décret complétant et modifiant le décret du 1 <sup>er</sup> septembre 1939 sur les allocations militaires (Arrêté de promulgation n° 55 c., du 20 janvier 1940).....	44
7 nov. Décret fixant les conditions d'exécution aux colonies de l'article 2 du décret du 21 avril 1939 tendant à réprimer la propagande étrangère (Arrêté de promulgation n° 55 c., du 20 janvier 1940).....	45
10 nov. Décret rendant applicable aux colonies les dispositions du décret du 26 septembre 1939 sur le secret professionnel, suivi du décret du 26 septembre 1939 sus-visé (Arrêté de promulgation n° 55 c., du 20 janvier 1940).....	46
17 nov. Décret portant modification du régime de la nationalité dans les territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies (Arrêté de promulgation n° 55 c., du 20 janvier 1940).....	46
18 nov. Décret suspendant pendant la durée des hostilités, certaines des dispositions applicables aux personnels des collectivités publiques et des services concédés (Arrêté de promulgation n° 55 c., du 20 janvier 1940).....	49
ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL	
1939 27 oct. Arrêté n° 1029 j., portant réorganisation du corps des avocats défenseurs et l'exercice du droit de défense devant les tribunaux des Etablissements français de l'Océanie.....	50
1940 12 janv. Décision n° 31 a.g.f., fixant le taux de l'indemnité représentative de vivres du personnel infirmier à la charge de la colonie.....	52
12 janv. Décision n° 32 a.g.f., portant reclassement de M. Stein (Emile, Robert, Henri), agent auxiliaire du service local, greffier-notaire près la justice de paix à compétence étendue de Raiatea.....	53
15 janv. Décision n° 38 s., affectant M <sup>lle</sup> Bourrasset (Paulette), infirmière coloniale stagiaire du cadre général.....	53
16 janv. Arrêté n° 42 t.p., portant classement des adductions d'eau pour l'année 1940.....	53
17 janv. Décision n° 43 p.t.t., nommant une commission ayant pour objet de procéder à l'incinération de figurines postales à la recette principale des P.T.T. à Papeete.....	53

17 janv. Arrêté n° 44 a.g.f., modifiant l'arrêté n° 221 a.g.f., du 28 février 1938, admettant M <sup>me</sup> V <sup>e</sup> Sanquer, institutrice de 6 <sup>e</sup> classe du service local, à faire valoir ses droits à la retraite.....	54
18 janv. Arrêté n° 46 j., fixant la composition du Conseil du Contentieux Administratif des Etablissements français de l'Océanie et désignant le Commissaire du Gouvernement près ledit Conseil.....	54
19 janv. Décision n° 50 s., fixant la composition de la commission de réforme militaire des Etablissements français de l'Océanie.....	54
19 janv. Arrêté n° 52 a.g.f., relatif aux retenues de logement par provision.....	55
20 janv. Arrêté n° 53 a.g.f., modifiant l'arrêté n° 915 a.g.f., du 21 septembre 1939, portant admission à la retraite de M. Maston (Marie, François, André).....	55
20 janv. Décision n° 54 a.g.f., acceptant la démission du président et des membres du conseil de district de Fakahua.....	56
24 janv. Décision n° 61 t.p., nommant une commission d'évaluation des prix des groupes marins à l'huile lourde et de matériel électrique.....	56
26 janv. Arrêté n° 69 j., nommant M. Lanteirès (Jean), en qualité d'interprète auxiliaire près les tribunaux de Papeete.....	56
26 janv. Arrêté n° 71 a.g.f., modifiant l'arrêté n° 325 s.g., du 3 mai 1934 fixant les détails d'application aux Etablissements français de l'Océanie, du décret du 21 décembre 1911, en ce qui concerne les conditions de commandement, la composition des états-majors et des équipages et l'obligation de se munir d'un rôle d'équipage.....	56
26 janv. Arrêté n° 72 a.g.f., portant modification à l'organisation intérieure du service du pilotage de Papeete.....	57
26 janv. Arrêté n° 73 a.p.e., constituant une association d'intérêt général agricole à Hipupiti, « district d'Iripau » (île Tahaa).....	57
26 janv. Arrêté n° 74 a.p.e., constituant une association d'intérêt général agricole à Taipiti, « district d'Iripau » (île Tahaa).....	58
26 janv. Arrêté n° 75 a.p.e., constituant une association d'intérêt général agricole à Patio (île Tahaa).....	58
26 janv. Arrêté n° 76 a.p.e., constituant une société d'intérêt général agricole à Pahure « district d'Iripau » (île Tahaa).....	59
26 janv. Arrêté n° 77 a.p.e., abrogeant les arrêtés n°s 731 s.g., du 1 <sup>er</sup> décembre 1930, 574 a.g.f., du 13 juin 1936, 729 a.p.e., du 1 <sup>er</sup> juillet 1938 et fixant à nouveau le montant des sommes à consigner pour frais de rapatriement éventuel par les voyageurs débarquant dans les Etablissements français de l'Océanie, ainsi que les modalités de versement et de remboursement des dites sommes.....	59
26 janv. Arrêté n° 78 co., portant annulation d'une liquidation au titre de la taxe sur les armes (permis de chasse), année 1939, pour une somme de 50 francs.....	60
26 janv. Arrêté n° 79 co., rendant exécutoires des rôles de régularisation de l'impôt des routes, des patentes fixes et proportionnelles, de la taxe sur les chiens, du droit supplémentaire sur les asiatiques pour les années 1936, 1937 1938 et 1939 de la perception des Tuamotu.....	60
26 janv. Arrêté n° 80 co., rendant exécutoires des rôles principaux, supplémentaires et de régularisation de l'impôt des routes, des patentes fixes et proportionnelles, de la taxe additionnelle du 10 % c.c., de la taxe sur les voitures, de la taxe sur les chiens, de la taxe sur les armes, du droit fixe et du droit supplémentaire sur les asiatiques pour les années 1934, 1935, 1936, 1937, 1938 et 1939.....	60

26 janv. Arrêté n° 81 d., portant remboursement de la somme de : Quarante et un mille quarante trois francs cinquante centimes au profit de la Compagnie Française des Phosphates de l'Océanie.....	63
26 janv. Arrêté n° 82 d., portant remboursement de la somme de : Mille quatre-vingt douze francs vingt-six centimes.....	64
26 janv. Arrêté n° 84 a.p.e., retirant au sieur Rotbard (André), ressortissant polonais l'extrait du registre d'immatriculation dont il est titulaire.....	64
26 janv. Décision n° 85 c., portant désignation de certains membres du Comité des Sports, de l'Instruction Physique et de la Préparation Militaire pour 1940.....	64
Additifs aux décisions n°s 1093, 1094 et 1095, du 17 novembre 1939 publiées au <i>Journal officiel</i> du 30 novembre 1939, pages 537 et 538.....	65
Rectificatif à l'arrêté n° 327 a.g.f., du 6 avril 1939, ( <i>Journal officiel</i> du 15 janvier 1940, page 10, 1 <sup>re</sup> et 2 <sup>me</sup> colonne).....	65
Rectificatifs à la décision n° 1203 a.g.f., du 12 décembre 1939, ( <i>Journal officiel</i> du 15 décembre 1939, page 596), et à l'arrêté n° 1279 a.g.f., du 29 décembre 1939, ( <i>Journal officiel</i> du 15 janvier 1940, page 19).....	65
Extraits.....	65

## AVIS OFFICIELS

Service de la justice. — Extraits des ordonnances de mise sous séquestre des biens ennemis (application du décret du 1 <sup>er</sup> septembre 1939).....	65
Service Topographique. — Avis Ile de Moorea, (district d'Afareaitu).....	67

## PARTIE NON OFFICIELLE

## STATISTIQUE

Service météorologique. — Résumé des observations du mois de décembre 1939.....	68
---	----

## DIVERS

Annonces judiciaires.....	67
---------------------------	----

## PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRÊTÉ n° 55 c., promulguant dans les Etablissements français de l'Océanie le décret du 26 août, un décret du 19 octobre, un décret du 27 octobre, deux décrets du 27 octobre, un décret du 30 octobre, deux décrets du 2 novembre, deux décrets du 3 novembre, un arrêté ministériel du 6 novembre, un décret du 6 novembre, un décret du 7 novembre, un décret du 10 novembre, un décret du 17 novembre et un décret du 18 novembre 1939.

(Du 20 janvier 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents,

Vu la dépêche ministérielle n° 511 du 10 septembre 1931 relative à la promulgation et à la publication dans les colonies des lois, décrets, instructions et arrêtés ministériels,

## ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Sont promulgués dans les Etablissements français de l'Océanie pour y être exécutés selon leurs forme et teneur :

1° - le décret du 26 août 1939 fixant pour 1940 le montant des contributions dues au service financier de la Caisse intercoloniale de retraites pour les colonies et territoires sous mandat (J.O.R.F. du 16 novembre 1939, page 13154);

2° - le décret du 19 octobre 1939 déclarant applicables aux colonies relevant du ministère des colonies les dispositions du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 réprimant la publication d'informations de nature à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et des populations (J.O.R.F. du 1<sup>er</sup> novembre 1939, page 12788), suivi du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 susvisé (J.O.R.F. du 5 septembre 1939, page 11102);

3° - le décret du 27 octobre 1939 rendant applicables aux colonies et territoires d'outre-mer les dispositions du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 modifiant le décret du 12 avril 1939 régissant les associations étrangères (J.O.R.F. du 4 novembre 1939, page 12857) suivi du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 susvisé (J.O.R.F. du 5 septembre 1939, page 11103);

4° - le décret-loi du 27 octobre 1939 relatif à la représentation des personnels aux commissions de réforme et organismes similaires (J.O.R.F. du 6 novembre 1939, page 12905);

5° - le décret du 27 octobre 1939 modifiant le régime des primes d'engagement de quatre et cinq ans dans les troupes coloniales (J.O.R.F. du 10 novembre 1939, page 13007);

6° - le décret du 30 octobre 1939 accordant une réduction de tarif à certains envois postaux à l'adresse des mobilisés (J.O.R.F. du 5 novembre 1939, page 12880);

7° - le décret du 2 novembre 1939 complétant l'article 83 du code pénal (J.O.R.F. du 8 novembre 1939) page 12942.

8° - le décret du 2 novembre 1939 approuvant une délibération de la commission permanente des délégations économiques et financières des Etablissements français de l'Océanie modifiant la réglementation des taxes à l'importation et à l'exportation (J.O.R.F. du 8 novembre 1939, page 12964) suivi de la délibération susvisée;

9° - le décret du 3 novembre 1939 modifiant l'art. 2 du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 relatif aux actions en justice et aux prescriptions et délais de procédure intéressant les mobilisés (J.O.R.F. du 14 novembre 1939, page 13102);

10° - le décret du 3 novembre 1939 relatif à la révision des étrangers sans nationalité ou bénéficiaires du droit d'asile (J.O.R.F. du 12 novembre 1939, page 13047);

11° - l'arrêté ministériel du 6 novembre 1939 relatif aux avoirs à l'étranger et aux colonies (J.O.R.F. du 8 novembre 1939, page 12964);

12° - le décret du 6 novembre 1939 complétant et modifiant le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 sur les allocations militaires (J.O.R.F. du 7 novembre 1939, page 12927);

13° - le décret du 7 novembre 1939 fixant les conditions d'exécution aux colonies de l'article 2 du décret du 21 avril 1939 tendant à réprimer la propagande étrangère (J.O.R.F. du 12 novembre 1939, page 13046);

14° - le décret du 10 novembre 1939 rendant applicable aux colonies les dispositions du décret du 26 septembre 1939 sur le secret professionnel (J.O.R.F. du 14 novembre 1939, page 13109) suivi du décret du 26 septembre 1939 susvisé (J.O.R.F. du 29 septembre 1939, page 11822);

15° - le décret du 17 novembre 1939 portant modification du régime de la nationalité dans les territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies (J.O.R.F. du 17 novembre 1939 rapport page 13174 et décret page 13178);

16° - le décret du 18 novembre 1939 suspendant pendant la

durée des hostilités, certaines des dispositions applicables aux personnels des collectivités publiques et des services concédés (J.O.R.F. du 19 novembre 1939, page 13218).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué, et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 20 janvier 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

*DÉCRET fixant pour 1940 le montant des contributions dues au service financier de la caisse intercoloniale de retraites par les colonies et territoires sous mandat.*

(Du 26 août 1939.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 14 avril 1924 portant réforme des pensions civiles et militaires et notamment l'article 71;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> novembre 1928 portant création de la caisse intercoloniale de retraites et les textes subséquents qui l'ont modifié ou complété;

Vu le décret du 31 décembre 1937 portant réforme du régime financier de la caisse intercoloniale de retraites, notamment les articles 83 et 100;

Vu la décision du conseil d'administration de la caisse intercoloniale de retraites du 26 juin 1939;

Sur le rapport du ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

Art. 1<sup>er</sup>. — Le montant global des contributions dues au service financier de la caisse intercoloniale de retraites pour l'année 1940 par les colonies et territoires sous mandat est fixé à :

Martinique.....	541.381 79
Guadeloupe.....	607.376 91
Nouvelle-Calédonie.....	352.807 73
Tahiti.....	76.657 10
Réunion.....	706.414 06
Afrique occidentale française.....	5.677.436 06
Togo.....	100.971 50
Afrique équatoriale française.....	852.957 93
Cameroon.....	334.847 72
Indochine.....	21.419.379 73
Madagascar.....	5.287.267 57
Côte française des Somalis.....	60.450 54
Guyane.....	1.220.052 03
Total.....	37.238.000 67

Art. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 26 août 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*

GEORGES MANDEL.

**Décret déclarant applicables aux colonies relevant du ministère des colonies les dispositions du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 réprimant la publication d'informations de nature à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et des populations.**

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 19 octobre 1939.

Monsieur le Président,

Un décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 réprime la publication d'informations de nature à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et des populations.

Il nous est apparu opportun d'appliquer les dispositions du texte précité aux colonies relevant du ministère des colonies où la loi du 29 juillet 1881 est applicable en vertu de son article 69.

Le projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction répond à cette préoccupation.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le président du conseil, ministre de  
la défense nationale et de la  
guerre et des affaires étrangères,*

EDOUARD DALADIER.

*Le garde des sceaux, ministre  
de la justice,*

GEORGES BONNET.

*Le ministre des colonies,*  
GEORGES MANDEL.

## DÉCRET

(Du 19 octobre 1939.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre des colonies,

Vu la loi du 19 mars 1939 accordant au Gouvernement des pouvoirs spéciaux ;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 réprimant la publication d'informations de nature à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et des populations ;

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les dispositions du décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939 susvisé sont rendues applicables dans les colonies relevant du ministère des colonies.

Art. 2. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié aux Journaux officiels de la République française et des colonies intéressées.

Fait à Paris, le 19 octobre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre de la  
défense nationale et de la guerre  
et des affaires étrangères,*

EDOUARD DALADIER.

*Le garde des sceaux, ministre  
de la justice,*

GEORGES BONNET.

*Le ministre des colonies,*

GEORGES MANDEL.

**Décret réprimant la publication d'informations de nature à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et des populations.**

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 1<sup>er</sup> septembre 1939.

Monsieur le Président,

La législation actuellement en vigueur pour le temps de guerre ne permet pas d'atteindre les individus responsables de la publication d'informations de nature à favoriser l'ennemi ou à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et des populations.

Il a paru nécessaire de remédier à cette lacune par des dispositions qui s'inspirent de celles qui étaient contenues dans la loi du 5 août 1914 réprimant les indiscrétions de la presse en temps de guerre, laquelle a cessé d'être en vigueur.

Tel est l'objet du présent projet de décret, que nous estimons entrer dans le cadre de la loi du 19 mars 1939 autorisant le Gouvernement à prendre, par décrets délibérés en conseil des ministres, les mesures nécessaires à la défense du pays, et que nous avons l'honneur de soumettre à votre signature si, toutefois, vous en approuvez les dispositions.

Veillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

*Le président du conseil, ministre de la  
défense nationale et de la guerre,*

EDOUARD DALADIER.

*Le garde des sceaux, ministre  
de la justice,*

PAUL MARCHANDEAU.

*Le ministre de l'intérieur,*

ALBERT SARRAUT.

## DÉCRET

(Du 1<sup>er</sup> septembre 1939.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre de l'intérieur,

Vu la loi du 29 juillet 1881 sur la presse ;

Vu la loi du 9 août 1849 sur l'état de siège, modifiée par la loi du 27 avril 1916 et par le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 ;

Vu le décret du 29 juillet 1939 sur la sûreté extérieure de l'Etat ;

Vu la loi du 19 mars 1939 accordant au Gouvernement des pouvoirs spéciaux ;

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Art. 1<sup>er</sup>. — Dès que la mobilisation générale est décrétée, il est interdit de publier, par l'un des moyens énumérés à l'article 23 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, toute information de nature à favoriser les entreprises d'une puissance étrangère contre la France, ou à exercer une influence fâcheuse sur l'esprit de l'armée et des populations.

Art. 2. — Sous réserve des dispositions spéciales prévues en matière d'état de siège, les infractions aux dispositions de l'article précédent sont déférées aux tribunaux correctionnels et punies d'un emprisonnement d'un an à dix ans et d'une amende de 1.000 à 10.000 fr.

Art. 3. — Le présent décret cessera d'être en vigueur à la date qui sera fixée par décret. Il sera soumis à la ratification des Chambres, conformément à la loi du 19 mars 1939.

Art. 4. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui recevra exécution immédiate.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre de la  
défense nationale et de la guerre,*

EDOUARD DALADIER.

*Le garde des sceaux, ministre  
de la justice,*

PAUL MARCHANDEAU.

*Le ministre de l'intérieur,*

ALBERT SARRAUT.

**Décret rendant applicables aux colonies et territoires d'outre-mer les dispositions du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 modifiant le décret du 12 avril 1939 régissant les associations étrangères.**

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 27 octobre 1939.

Monsieur le Président,

Un décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939 a modifié le décret-loi du 12 avril 1939 sur les associations étrangères.

Ce dernier acte législatif étant applicable aux colonies et territoires d'outre-mer, il nous a paru opportun d'appliquer également le texte modificatif aux territoires relevant du ministère des colonies.

Le projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre ci-joint à votre haute sanction répond à cette préoccupation.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le président du conseil, ministre de la  
défense nationale et de la guerre,  
et des affaires étrangères*

EDOUARD DALADIER.

*Le garde des sceaux, ministre  
de la justice,*

GEORGES BONNET.

*Le ministre des colonies,*

GEORGES MANDEL.

DÉCRET

(Du 27 octobre 1939).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre des colonies,

Vu la loi du 19 mars 1939 accordant au Gouvernement des pouvoirs spéciaux ;

Vu le décret-loi du 12 avril 1939 régissant les associations étrangères ;

Vu le décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939 modifiant ledit décret du 12 avril 1939,

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les dispositions du décret-loi susvisé du 1<sup>er</sup> septembre 1939 sont déclarées applicables aux colonies et territoires d'outre-mer.

Art. 2. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de la loi du 19 mars 1939.

Art. 3. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié aux *Journaux officiels* de la République française et des colonies intéressées.

Fait à Paris, le 27 octobre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre de la  
défense nationale et de la guerre,  
et des affaires étrangères,*

EDOUARD DALADIER.

*Le garde des sceaux, ministre  
de la justice,*

GEORGES BONNET.

*Le ministre des colonies,*

GEORGES MANDEL.

**Décret modifiant le décret-loi du 12 avril 1939 sur les associations étrangères.**

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 1<sup>er</sup> septembre 1939.

Monsieur le Président,

Le décret-loi du 12 avril 1939 qui régit les associations étrangères a prévu que la liquidation des biens de celles de ces organisations dont la dissolution est ordonnée, doit être

effectuée par les adhérents du groupement dans un délai d'un mois, à l'expiration duquel elle est accomplie en justice, si les intéressés n'y ont pas procédé.

Or, il apparaît, dans les circonstances présentes, que cette procédure ne permet pas de mettre fin, avec la célérité nécessaire, à l'existence de certaines associations étrangères.

En conséquence, nous vous proposons de conférer à l'autorité qui ordonne la dissolution du groupement le pouvoir de prescrire les mesures qui seront utiles pour assurer l'exécution immédiate de cette décision.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

*Le président du conseil, ministre de la  
défense nationale et de la guerre,*

EDOUARD DALADIER.

*Le ministre de l'intérieur,*

ALBERT SARRAUT.

*Le garde des sceaux, ministre  
de la justice,*

PAUL MARCHANDEAU.

## DÉCRET

(Du 1<sup>er</sup> septembre 1939.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du ministre de l'intérieur et du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le titre IV de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 (décret-loi du 12 avril 1939) sur les associations étrangères;

Vu la loi du 19 mars 1939 accordant au Gouvernement des pouvoirs spéciaux,

DÉCRÈTE :

Art. 1<sup>er</sup>. — L'article 31 de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 est modifié comme suit :

« Le décret ou l'arrêté qui retire à une association étrangère l'autorisation de poursuivre son activité, lui refuse la dite autorisation ou constate sa nullité, prescrit toutes mesures utiles pour assurer l'exécution immédiate de cette décision et la liquidation des biens du groupement. »

Art. 2. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le ministre de l'intérieur, le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et présenté à la ratification des Chambres, dans les conditions prévues par la loi du 19 mars 1939.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre de la  
défense nationale et de la guerre,*

EDOUARD DALADIER.

*Le ministre de l'intérieur,*  
ALBERT SARRAUT.

*Le garde des sceaux, ministre  
de la justice,*

PAUL MARCHANDEAU.

## DÉCRET relatif à la représentation des personnels aux commissions de réforme et organismes similaires.

(Du 27 octobre 1939.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères et du ministre des finances,

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation en temps de guerre;

Vu la loi du 19 mars 1939 tendant à accorder au Gouvernement des pouvoirs spéciaux;

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — A compter de la date de publication du présent décret et jusqu'à celle du décret fixant la cessation des hostilités, nonobstant toute disposition législative ou réglementaire en sens contraire, la représentation des personnels aux commissions de réforme instituées par l'article 20 de la loi du 14 avril 1924, aux conseils de discipline, conseils d'enquête et autres organismes de même nature, cessera d'être assurée par voie d'élection.

Au cours de la période susvisée, les représentants du personnel à ces organismes seront désignés par décision ministérielle.

Art. 2. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de la loi du 19 mars 1939.

Art. 3. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, et tous les ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 27 octobre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre  
de la défense nationale et de la guerre  
et des affaires étrangères,*

EDOUARD DALADIER.

*Le ministre des finances,*  
PAUL REYNAUD.

## DÉCRET modifiant les tarifs des primes d'engagement de quatre et cinq ans dans les troupes coloniales.

(Du 27 octobre 1939.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, du ministre des finances et du ministre des colonies,

Vu l'article 61 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée;

Vu le décret du 29 décembre 1903 portant règlement sur la solde et les accessoires de solde des troupes coloniales et métropolitaines à la charge du département des colonies et ses divers modificatifs;

Vu le décret du 6 février 1937 portant relèvement du taux des primes d'engagement et de rengagement dans les troupes coloniales stationnées aux colonies;

Vu l'article 55 de la loi du 25 février 1901 portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1901,

# DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Le tarif n° 7 (primes) annexé au décret du 29 décembre 1903, modifié en dernier lieu par les décrets des 6 février et 3 juin 1937, est à nouveau modifié comme suit :

## II. — TROUPES COLONIALES

### *Engagement à terme fixe et engagement résiliable.*

Dans la colonne : « Taux de la prime », après les taux de 5.850 fr. et 7.800 fr., respectivement prévus pour les engagements de quatre et cinq ans, ajouter : « (2) ».

Dans la colonne : « Observations », placer un renvoi (2) ainsi conçu :

« (2) Toutefois, pour les contrats d'engagement à terme fixe ou résiliable de quatre et de cinq ans, souscrits à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1939, il sera fait application des taux ci-après :

« Quatre ans : 6.500 fr.

« Cinq ans : 9.100 fr. »

(Le reste sans changement.)

Art. 2. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, le ministre des finances et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 27 octobre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre de la  
défense nationale et de la guerre et  
des affaires étrangères,*

EDOUARD DALADIER.

*Le ministre des finances,*

PAUL REYNAUD.

*Le ministre des colonies*

GEORGES MANDEL.

### **Réduction de tarif à certains envois postaux à l'adresse des mobilisés.**

#### **RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,**

Paris, le 30 octobre 1939.

Monsieur le Président,

Le décret-loi du 9 septembre 1939 accorde aux bénéficiaires des allocations militaires seulement la faculté d'expédier gratuitement, une fois par mois, un paquet de 2 kilogr. à chacun des membres de leurs familles présents sous les drapeaux.

Les paquets à l'adresse des mobilisés et qui sont expédiés par des personnes non bénéficiaires desdites allocations sont donc, en l'état actuel des textes, soumis à la taxe dont sont passibles les envois de même nature échangés dans les conditions ordinaires.

Il apparaît que, dans les circonstances actuelles, une mesure de bienveillance doit être prise en faveur de tous ceux qui, n'étant pas allocataires, mais ayant le souci d'améliorer

le bien-être de nos soldats, expédient à ces derniers des paquets à titre onéreux.

Le projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction a pour objet d'accorder pendant la durée des hostilités, à tous les paquets expédiés par la poste, aux mobilisés un tarif spécial comportant une réduction de 50 p. 100 environ sur les tarifs qui sont appliqués actuellement aux échantillons.

Veillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

*Le président du conseil, ministre de la  
défense nationale et de la guerre  
et des affaires étrangères,*

EDOUARD DALADIER.

*Le ministre des postes, télégra-  
phes et téléphones,*

JULES JULIEN.

*Le ministre des finances,*

PAUL REYNAUD.

*Le ministre de l'intérieur,*

ALBERT SARRAUT.

*Le ministre des colonies,*

GEORGES MANDEL.

## DÉCRET

(Du 30 octobre 1939.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, du ministre des postes, télégraphes et téléphones, du ministre des finances, du ministre de l'intérieur et du ministre des colonies,

Vu le décret du 17 juin 1938 pris en vertu de la loi du 13 avril 1938 relatif à la procédure de fixation des taxes postales, télégraphiques et téléphoniques ;

Vu le décret du 12 novembre 1938 portant réaménagement de certaines taxes postales et téléphoniques ;

Vu le décret du 9 septembre 1939 accordant la gratuité d'envois postaux aux bénéficiaires des allocations prévues par le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939,

# DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Pendant la durée des hostilités, les paquets n'excédant pas le poids de 3 kilogr. expédiés par la poste aux militaires et marins en campagne ou présents sous les drapeaux bénéficient, quel que soit leur mode d'emballage, des tarifs spéciaux ci-après :

	Echantillons
De 300 à 1.000 gr.....	1 fr. 50
De 1.000 à 2.000 gr.....	3 fr. »
De 2.000 à 3.000 gr.....	5 fr. 50

Art. 2. — Les expéditeurs qui veulent recommander les envois, acquittent, en outre, le droit fixe de recommandation des échantillons.

Art. 3. — Ces dispositions ne sont pas applicables aux envois mensuels du poids maximum de 2 kilogr. à l'adresse des mobilisés qui sont expédiés par les bénéficiaires des allocations militaires prévues par le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 et qui bénéficient de la gratuité de port prévue par le décret du 9 septembre 1939.



Art. 4. — Les dispositions du présent décret sont applicables à l'Algérie, à la Tunisie, au Maroc, aux colonies françaises, pays de protectorat et territoires sous mandat.

Art. 5. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, le ministre des postes, télégraphes et téléphones, le ministre des finances, le ministre de l'intérieur et le ministre des colonies, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 30 octobre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères,*

EDOUARD DALADIER.

*Le ministre des postes, télégraphes et téléphones,*

JULES JULIEN.

*Le ministre des finances,*

PAUL REYNAUD.

*Le ministre de l'intérieur,*

ALBERT SARRAUT.

*Le ministre des colonies,*

GEORGES MANDEL.

# DÉCRET complétant l'article 83 du code pénal.

(Du 3 novembre 1939).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, du garde des sceaux, ministre de la justice, des ministres de l'intérieur, de la marine, des colonies et de l'air,

Vu les articles 80 à 83 du code pénal ;

Vu le décret, ayant force de loi, du 29 juillet 1939, portant codification des dispositions relatives aux crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat ;

Vu la loi du 19 mars 1939, accordant au Gouvernement des pouvoirs spéciaux ;

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Il est ajouté, entre les troisième et quatrième alinéas de l'article 83 du code pénal, un alinéa ainsi conçu :

« En temps de guerre, tous autres actes, sciemment accomplis, de nature à nuire à la défense nationale, seront punis, s'ils ne le sont déjà par un autre texte, d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 1.000 à 10.000 fr. ».

Art. 2. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, le garde des sceaux, ministre de la justice, les ministres de l'intérieur, de la marine, des colonies et de l'air sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, applicable à l'Algérie, aux colonies, aux territoires sous mandat français, qui sera soumis à la ratification des Chambres, dans les conditions prévues par la loi du 19 mars 1939 et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 3 novembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères,*

EDOUARD DALADIER.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*

GEORGES BONNET.

*Le ministre de l'intérieur,*

ALBERT SARRAUT.

*Le ministre de la marine,*

C. CAMPINCHI.

*Le ministre des colonies,*

GEORGES MANDEL.

*Le ministre de l'air,*

GUY LA CHAMBRE.

**Approbation d'une délibération de la commission permanente des délégations économiques et financières des établissements français de l'Océanie modifiant la réglementation des taxes à l'importation et à l'exportation.**

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 2 novembre 1939.

Monsieur le Président,

La commission permanente des délégations économiques et financières des établissements français de l'Océanie a, dans sa séance du 4 avril 1939, pris une délibération tendant à modifier la réglementation des taxes à l'importation et à l'exportation instituées dans cette colonie depuis 1928.

La modification apportée concerne une imposition nouvelle et un cas d'exonération. Elle n'appelle aucune observation de ma part.

J'ai, en conséquence, l'honneur de vous demander de bien vouloir revêtir de votre signature le présent projet de décret d'approbation, établi conformément à l'article 18 du décret du 1<sup>er</sup> octobre 1932.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

*Le ministre des colonies,*

GEORGES MANDEL.

## DÉCRET

(Du 2 novembre 1939.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des colonies,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie ;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> octobre 1932, modifié les 17 mai 1933 et 6 novembre 1935, instituant des délégations économiques et financières dans les Etablissements français de l'Océanie et, notamment, l'article 18 ;

Vu le décret du 10 juin 1938 fixant les attributions de la commission permanente des délégations économiques et financières des Etablissements français de l'Océanie ;

Vu la délibération en date du 4 avril 1939 de la commission permanente des délégations économiques et financières des Etablissements français de l'Océanie tendant à modifier la réglementation des taxes à l'importation et à l'exportation



## DÉCRET :

Article 1<sup>er</sup>. — Est approuvée la délibération susvisée en date du 4 avril 1939 de la commission permanente des délégations économiques et financières des Etablissements français de l'Océanie tendant à modifier la réglementation des taxes à l'importation et à l'exportation.

Art. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 2 novembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

## DÉLIBÉRATION

de la commission permanente des délégations économiques et financières des Etablissements français de l'Océanie tendant à modifier la réglementation des taxes à l'importation et à l'exportation.

La commission permanente des délégations économiques et financières délibérant conformément aux articles 18 et 20 du décret du 1<sup>er</sup> octobre 1932 a, en séance du 4 avril 1939, adopté les dispositions dont la teneur suit :

Article 1<sup>er</sup>. — L'article 3 de l'arrêté n° 716, du 10 décembre 1928, instituant une taxe à l'importation et à l'exportation, modifié par l'arrêté n° 603 a.g.f., du 12 juin 1937 et la délibération de la commission permanente des délégations économiques et financières en date du 7 juillet 1938, approuvée par décret du 11 octobre suivant, est abrogé et remplacé par le suivant :

Art. 3 (nouveau). — Sont exemptes des taxes ci-dessus :

1<sup>o</sup> à l'importation :

a) Les vivres, matières et objets de toute nature importés directement par l'Etat ou par la colonie.

Sont aussi considérés comme importés directement par l'Etat ou par la colonie : les vivres, matières et objets de toute nature achetés par ces deux collectivités publiques au commerce local avant paiement des taxes.

b) Les houilles, coques, huiles de schiste, de pétrole, essence de pétrole, benzine, etc., employés exclusivement comme combustibles ou carburants.

c) Les machines industrielles ou agricoles, les machines-outils, les pièces et pièces accessoires desdites machines destinées à servir de rechange, même non importées en même temps que les machines auxquelles elles doivent être adaptées.

d) Les livres classiques ou autres, les périodiques et publications diverses.

e) Les instruments de musique destinés aux sociétés musicales locales françaises sur décision spéciale du Gouverneur.

2<sup>o</sup> à l'exportation :

Les conserves de légumes, fruits et autres, ainsi que les fruits de table ou autres, secs, tapés ou confits, originaires de la colonie et fabriqués dans la colonie avec des fruits et produits de la colonie, par des maisons ou des sociétés à direc-

tion française et ayant un conseil d'administration et un personnel comprenant quatre cinquièmes de nationaux français.

3<sup>o</sup> à l'importation et à l'exportation :

Les vêtements, linge et objets mobiliers en cours d'usage et accompagnant les voyageurs à l'entrée ou à la sortie.

Art. 2. — La présente délibération entrera en vigueur le lendemain de sa publication au *Journal officiel* des Etablissements français de l'Océanie.

Décret modifiant l'article 2 du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 relatif aux actions en justice et aux prescriptions et délais de procédure intéressant les mobilisés.

## RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le 3 novembre 1939.

Monsieur le Président,

Le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 relatif aux actions en justice et aux prescriptions et délais de procédure intéressant les mobilisés a déterminé dans son article 2 à quel magistrat devait être présentée la demande tendant à obtenir la levée de la suspension des délais, ainsi que l'autorisation d'exercer en justice des poursuites contre les mobilisés.

L'interprétation des dispositions contenues dans ce texte ayant donné lieu à des controverses, il a paru nécessaire de les modifier, en vue de consacrer, sans abandonner les principes essentiels du système primitivement adopté, des solutions plus simples et plus claires et par conséquent de nature à écarter toute incertitude dans la pratique.

Le texte proposé groupe en deux catégories tous les cas qui peuvent se présenter :

1<sup>o</sup> S'agit-il de demander, indépendamment d'une instance, le rétablissement du cours d'une prescription acquisitive ou extinctive, celui d'une péremption, ou celui du délai imparté par la loi à un tiers pour exercer une action, présenter une réclamation, accomplir un acte fixant ses droits ou encore du délai stipulé dans un contrat pour l'exécution d'une obligation, c'est au président du tribunal civil du domicile du mobilisé qu'il faudra adresser la demande ; pour ces délais qui ne sont pas des délais de procédure, on ne peut en effet songer à appliquer les règles du droit commun applicables en matière de citation en justice. C'est au même magistrat qu'il convient également de réserver le pouvoir d'autoriser l'exécution des sentences des tribunaux de tous ordres, par une extension logique du principe suivant lequel c'est le tribunal civil qui peut seul être saisi des difficultés soulevées par l'exécution de toutes décisions de justice ;

2<sup>o</sup> Quant à l'exercice des actions en justice et à la continuation des instances engagées avant la mobilisation du défendeur, la demande d'autorisation suivra exactement, au point de vue de la compétence, le sort de l'assignation ou de l'acte tendant à la reprise de l'instance et sera, par conséquent, soumise à la juridiction qui est compétente pour connaître de l'affaire ou qui en est déjà saisie.

Ainsi il n'y aura pas deux règles différentes attributives de juridiction, l'une pour la demande d'autorisation et l'autre pour l'introduction de l'instance, et un nouveau risque de nullité se trouve éliminé.

En même temps, le texte proposé contient une disposition qui a pour objet de décider que la présentation de la requête

suspend les délais au profit du requérant. Ce dernier peut en effet ignorer si le défendeur est mobilisé ou non. S'il se propose de former un appel, pour lequel il ne dispose que d'un délai assez bref, il pourrait être tenté pour plus de sûreté de faire délivrer l'acte par un huissier, sauf à présenter ensuite une requête, si l'officier ministériel l'informe que l'intéressé est mobilisé. Or, le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 a eu surtout pour objet d'éviter que les militaires ne soient inquiétés par des actes de procédure. Cependant la préoccupation, chez les demandeurs, d'éviter une forclusion ferait multiplier ses actes. C'est pourquoi le projet de décret prévoit que le dépôt de la demande prévue par l'article 2 du décret interrompra les délais dont le requérant dispose pour agir, même dans le cas où l'instruction de cette demande viendrait à révéler que le défendeur n'est pas mobilisé, hypothèse dans laquelle le requérant n'est pas couvert par la disposition contenue dans l'article 1<sup>er</sup>, *in fine*, du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939.

Tel est l'objet du projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute approbation.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le président du conseil, ministre de la  
défense nationale et de la guerre,  
et des affaires étrangères,*

EDOUARD DALADIER.

*Le garde des sceaux, ministre  
de la justice,*

GEORGES BONNET.

*Le ministre des finances,*

PAUL REYNAUD.

*Le ministre de l'intérieur,*

ALBERT SARRAUT.

*Le ministre des colonies,*

GEORGES MANDEL.

## DÉCRET

(Du 3 novembre 1939).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, et des affaires étrangères, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des finances, du ministre de l'intérieur et du ministre des colonies,

Vu la loi du 19 mars 1939 accordant au Gouvernement des pouvoirs spéciaux ;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 relatif aux actions en justice et aux prescriptions et délais de procédure intéressant les mobilisés ;

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — L'article 2 (1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> alinéa) du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 relatif aux actions en justice et aux prescriptions et délais de procédure intéressant les mobilisés est ainsi modifié :

« La levée de la suspension des délais, la levée de la suspension des effets des contrats et l'exécution ou la continuation de l'exécution des décisions judiciaires ou administratives définitives ou exécutoires par provision, ou des actes assimilés aux jugements quant à la force exécutoire par les

articles 545 et suivants du code de procédure civile ne peuvent intervenir, à l'égard des personnes ou sociétés visées à l'article 1<sup>er</sup>, que sur ordonnances du président du tribunal civil du domicile de la personne ou du siège social de la société ; l'introduction des instances ou leur continuation jusqu'à décision définitive ne pourra, envers les mêmes personnes ou sociétés, intervenir que sur ordonnance du président de la juridiction à saisir ou saisie.

« La demande sera introduite par une simple requête ; il sera donné acte de sa présentation. Cette requête suspend, jusqu'à la date de l'ordonnance, les délais qui seraient impartis par la loi au requérant pour agir, au cas où celui-ci ne pourrait invoquer les dispositions du dernier alinéa de l'article 1<sup>er</sup> ; toutefois, les délais de recours ne seront suspendus qu'après mention sommaire dans la forme et sur le registre du greffe prévus par les articles 163 et 549 du code de procédure civile.

« Le président appréciera, après s'être entouré de tous les renseignements utiles, notamment, s'il y a lieu, auprès des parties ou de leurs représentants, au besoin par lettres transmises par le greffier, si la personne ou la société se trouve en état de soutenir l'instance et de satisfaire à la poursuite. »

Art. 2. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des finances, le ministre de l'intérieur et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera soumis à la ratification des Chambres, conformément à la loi du 10 mars 1939.

Fait à Paris, le 3 novembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre de la  
défense nationale et de la guerre,  
et des affaires étrangères,*

EDOUARD DALADIER.

*Le garde des sceaux, ministre  
de la justice,*

GEORGES BONNET.

*Le ministre des finances,*

PAUL REYNAUD.

*Le ministre de l'intérieur,*

ALBERT SARRAUT.

*Le ministre des colonies,*

GEORGES MANDEL.

## Revision des étrangers sans nationalité ou bénéficiaire du droit d'asile.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 3 novembre 1939.

Monsieur le Président,

Un décret du 4 septembre 1939, applicable à la métropole et à l'Algérie, pris en application du décret-loi du 12 avril 1939, relatif à l'extention aux étrangers sans nationalité ou bénéficiaire du droit d'asile, des obligations imposées aux Français par les lois de recrutement et la loi sur l'organisation de la nation en temps de guerre, à fixer les règles de revision de ces catégories d'étrangers.

Le décret du 18 mai 1939 ayant étendu aux territoires relevant du ministère des colonies les dispositions du décret-loi précité, il nous a paru nécessaire d'y appliquer également les dispositions du décret du 4 septembre 1939 en adaptant son texte aux contingences locales, dans les conditions prévues par le décret du 10 septembre 1939, relatif au dénombrement des étrangers dans les territoires relevant du ministère des colonies.

De plus, tenant compte du nombre peu élevé d'étrangers sans nationalité ou bénéficiaires du droit d'asile résidant sur ces territoires, nous avons estimé possible de faire procéder dès maintenant aux opérations de revision.

Tel est l'objet du projet de décret ci-joint que nous avons l'honneur de soumettre à votre sanction.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le président du conseil, ministre  
de la défense nationale et de la guerre  
et des affaires étrangères,*

ÉDOUARD DALADIER.

*Le ministre des colonies,*

GEORGES MANDEL.

## DÉCRET

(Du 3 novembre 1939.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée ;

Vu la loi du 11 juillet 1938 relative à l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre ;

Vu le décret du 12 avril 1939 relatif à l'extension, aux étrangers bénéficiaires du droit d'asile, des obligations imposées aux Français par les lois de recrutement et la loi sur l'organisation de la nation en temps de guerre ;

Vu le décret du 18 mai 1939, rendant applicable aux territoires relevant du ministère des colonies le décret du 12 avril 1939 ;

Vu le décret du 10 septembre 1939 relatif au dénombrement, dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, des étrangers sans nationalité et des autres étrangers bénéficiant du droit d'asile, notamment l'article 10 dudit décret ;

Vu le décret du 4 septembre 1939 relatif à la revision des étrangers soumis aux dispositions de l'article 3 du décret du 12 avril 1939,

### DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Les étrangers assujettis à fournir des prestations aux autorités militaires comparaitront devant les commissions de revision définies à l'article 3 du présent décret, qui se tiendront aux mêmes lieux et dates que les conseils de revision qui examinent les Français.

Toutefois, à titre transitoire, il sera institué en 1939 dans les territoires relevant de l'autorité du ministre des colonies une commission de revision par colonie autonome, protectorat ou territoire sous mandat, et par colonie dans chaque gouvernement général relevant du ministère des colonies. Devant ces commissions, comparaitront les étrangers dénombrés avant le 1<sup>er</sup> décembre 1939. Les opérations devront être terminées le 20 décembre 1939.

Art. 2. — Les étrangers dénombrés après le 1<sup>er</sup> décembre 1939 comparaitront devant les commissions de revision aux mêmes lieux et dates que les Français devant les conseils de revision.

Art. 3. — La commission de revision est composée :

1<sup>o</sup> Du gouverneur, résident supérieur ou commissaire de la République, président, ou à son défaut, d'un haut fonctionnaire d'autorité désigné par ses soins ;

2<sup>o</sup> Du commandant de groupe de subdivisions ou de subdivision, ou, à son défaut, d'un officier supérieur désigné pour le représenter.

Deux médecins militaires, désignés par l'autorité militaire, assistent la commission de revision.

Un officier représentant le bureau de recrutement désigné par le commandant militaire remplit l'office de commissaire de gouvernement.

Art. 4. — Les maires des communes de plein exercice et les administrateurs maires des communes mixtes, auxquelles appartiennent les étrangers appelés devant les commissions de revision assistent aux séances. La commission entend les intéressés et, s'il y a lieu, les maires et administrateurs maires.

Les séances ne sont pas publiques et les délibérations sont tenues secrètes.

La décision ne peut être prise qu'à l'unanimité des voix. La voix du président n'est pas prépondérante.

Art. 5. — Les décisions de la commission ne sont pas motivées et sont définitives. Elles peuvent, néanmoins, être révisées par les commissions de revision elles-mêmes pour l'un des motifs ci-après : erreur matérielle dans les pièces sur le vu desquelles la décision a été prise, défaut de justification imputable aux fonctionnaires ou agents civils ou militaires chargés d'établir les pièces ou de les transmettre.

La demande de revision est examinée dans la session qui suit immédiatement la découverte de l'erreur.

Elle est introduite par le ministre des colonies, soit d'office, soit à la requête de l'intéressé.

En outre, tout étranger soumis aux prestations peut demander à tout moment à échapper à celles-ci en rompant son établissement à la colonie, le protectorat ou le territoire sous mandat dans des conditions qui seront fixées ultérieurement.

Art. 6. — La commission statue sur :

a) Le maintien définitif de l'intéressé sur le relevé général ;

b) L'aptitude physique de l'intéressé à accomplir les prestations.

Art. 7. — La commission de revision classe les étrangers inscrits sur le relevé général institué par le décret du 10 septembre 1939 en trois catégories :

1<sup>o</sup> Ceux qui sont aptes aux prestations imposées par le décret du 18 mai 1939 ;

2<sup>o</sup> Ceux qui, étant d'une constitution physique insuffisante sont ajournés à un nouvel examen ;

Ceux qui, en raison de leur constitution générale ou de leurs infirmités, sont exempts de toutes prestations.

Pour justifier de leur situation, il sera délivré, par l'autorité militaire, aux étrangers qui auront comparu devant la commission de revision, un livret individuel qu'ils seront tenus de présenter à toute réquisition des autorités militaires, judiciaires ou civiles.

Art. 8. — Les étrangers, ajournés à un nouvel examen, seront astreints à comparaître l'année suivante devant la

commission de revision qui se tiendra dans la localité où ils ont été précédemment examinés, à moins qu'une autorisation spéciale du gouverneur ne les admette à comparaître devant une autre commission.

S'ils sont à nouveau ajournés, ils seront l'objet, dans les mêmes conditions, d'un troisième examen qui aura lieu l'année suivante et, s'ils ne sont pas jugés aptes à accomplir les prestations, ils seront alors exemptés.

Art. 9. — Les étrangers exemptés du service des prestations devront subir, en cas d'hostilités, un nouvel examen aux époques fixées par le ministre des colonies.

Art. 10. — Les dispositions des articles 22 et 23 de la loi du recrutement du 31 mars 1928, relatives aux sursis d'incorporation, ainsi que celles de l'article 24 de la même loi, relatives aux allocations, sont applicables aux étrangers assujettis aux prestations.

Les gouverneurs généraux, gouverneurs ou commissaires de la République, en accord avec l'autorité militaire locale, statueront sur les demandes de sursis ou de classement en affectation spéciale, compte tenu des besoins militaires et des nécessités d'ordre économique.

Art. 11. — Les dispositions de l'article 98 de la loi du 31 mars 1928 ne sont pas applicables aux étrangers assujettis aux prestations.

Art. 12. — La durée des prestations sera égale à la durée du service imposé aux Français. Il ne sera pas procédé, en temps de paix, à l'incorporation des assujettis âgés verneur et hauts commissaires de la République, troupe.

Art. 13. — Les gouverneurs généraux, gouverneurs et hauts commissaires de la République fixeront, en accord avec l'autorité militaire locale, les unités d'incorporation des intéressés, étant entendu qu'ils ne doivent pas être incorporés dans des corps indigènes.

Art. 14. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 3 novembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre  
de la défense nationale et de la guerre  
et des affaires étrangères,*

EDOUARD DALADIER.

*Le ministre des colonies,*

GEORGES MANDEL.

#### ARRÊTÉ INTERMINISTÉRIEL relatif aux avoirs à l'étranger aux colonies.

(Du 6 novembre 1939).

LE MINISTRE DES FINANCES ET LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu les décrets du 9 septembre et du 4 octobre 1939, relatifs aux avoirs à l'étranger ;

Vu le décret d'application aux colonies et territoires africains sous mandat français du 21 octobre 1939,

ARRÊTENT :

Article 1<sup>er</sup>. — Les déclarations prévues par les décrets du

9 septembre et du 4 octobre 1939, relatifs aux avoirs à l'étranger et le décret d'application aux colonies et territoires africains sous mandat français du 21 octobre 1939 sont établies conformément aux modèles 1, 2 et 3 annexés au présent arrêté, à savoir : (1)

Modèle 1. — Pour les personnes physiques de nationalité française, citoyens, sujets et protégés français résidant habituellement dans une colonie ou un territoire africain sous mandat français.

Modèle 2. — Pour les personnes morales ayant leur siège social ou leur principal champ d'activité dans une colonie ou un territoire africain sous mandat français.

Modèle 3. — Pour les personnes morales étrangères pour les établissements qu'elles possèdent dans une colonie ou un territoire africain sous mandat français.

Art. 2. — Les déclarations susvisées seront mises par les offices coloniaux des changes à la disposition du public par l'intermédiaire des banques coloniales d'émission et des établissements de banque.

Art. 3. — L'expédition des déclarations doit avoir lieu sous pli recommandé à l'adresse des offices coloniaux des changes déposé à la poste avant le 1<sup>er</sup> décembre 1939. Le timbre apposé par l'administration des postes fera foi de la date de l'envoi.

Fait à Paris, le 6 novembre 1939.

*Le ministre des finances,*

PAUL REYNAUD.

*Le ministre des colonies,*

GEORGES MANDEL.

Voir tableaux J.O.R.F. du 8 novembre 1939, pages 12965 à 12972.

#### DÉCRET complétant et modifiant le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 sur les allocations militaires.

(Du 6 novembre 1939.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, des ministres de la santé publique, des finances, de la marine, de l'air, des colonies et de l'intérieur,

Vu le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 instituant des allocations en faveur des familles dont les soutiens sont appelés sous les drapeaux pendant la durée de la mobilisation ;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 fixant les conditions d'attribution et les taux des allocations en faveur des familles dont les soutiens sont appelés sous les drapeaux pendant la durée de la mobilisation,

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Le dernier alinéa de l'article 5 du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Pour permettre de tenir compte des situations particulières soumises à son appréciation, la commission pourra attribuer les majorations pour enfants de moins de seize ans et les majorations pour ascendants indépendamment de l'allocation principale et inversement accorder l'allocation principale sans les majorations ».

Art. 2. — Les dispositions du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939, complété par celles qui précèdent, sont applicables aux fa-

millies étrangères nécessiteuses résidant en France, dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat dont le soutien, à quelque nationalité qu'il appartienne, a été admis à contracter un engagement pour la durée de la guerre dans l'armée française ou à servir dans les armées polonaises et tchécoslovaques constituées en France en vertu des accords des 9 septembre et 2 octobre 1939.

Art. 3. — Le bénéfice des allocations et majorations est maintenu aux familles dont les soutiens auront été tués ou emmenés en captivité au cours des événements de guerre.

Dans le cas de décès et au cas où ce décès ouvrirait droit à une pension à la charge de l'Etat, des départements, colonies, pays de protectorat, communes ou établissements publics au profit des membres de la famille, ceux-ci ne pourront cumuler le bénéfice des allocations et majorations et celui de la pension.

Art. 4. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, les ministres de la santé publique, des finances, de la marine, de l'air et de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 novembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre  
de la défense nationale et de la  
guerre et des affaires étrangères,*

ÉDOUARD DALADIER.

*Le ministre de la santé publique,*

MARC RUCART.

*Le ministre des finances,*

PAUL REYNAUD.

*Le ministre de la marine,*

C. CAMPINCHI.

*Le ministre de l'air,*

GUY LA CHAMBRE.

*Le ministre de l'intérieur,*

ALBERT SARRAUT.

*Le ministre des colonies,*

GEORGES MANDEL.

**Fixation des conditions d'exécution de l'article 2 du décret du 21 avril 1939 tendant à réprimer les propagandes étrangères.**

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 7 novembre 1939.

Monsieur le Président,

Les décrets du 21 avril 1939 tendant à réprimer les propagandes étrangères et du 29 juillet 1939 fixant les conditions d'exécution de l'article 2 du premier de ces décrets applicables aux territoires relevant du ministère des colonies, stipulent que les réceptions de fonds de l'étranger destinés à rémunérer une opération de publicité doivent être déclarées aux préfetures des départements ou à la préfeture de police.

Ces formations administratives n'existant pas dans nos possessions d'outre-mer, il nous est apparu opportun, pour éviter des difficultés d'interprétation, de préciser dans un

texte spécial, que les déclarations exigées par l'article 2 du décret du 21 avril 1939 et l'article 2 du décret du 29 juillet 1939 susvisés seraient faites au siège du gouvernement local des territoires intéressés.

Le projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre ci-joint à votre haute sanction répond à cette préoccupation.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le ministre des colonies,*  
GEORGES MANDEL.

*Le garde des sceaux, ministre  
de la justice,*  
GEORGES BONNET.

## DÉCRET

(Du 7 novembre 1939.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu l'article 13 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu les mandats sur le Togo et le Cameroun confirmés à la France par les articles 22 et 112 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919 ;

Vu le décret du 21 avril 1939 tendant à réprimer les propagandes étrangères applicable d'office aux colonies ;

Vu les deux décrets du 1<sup>er</sup> mai 1939 déclarant le décret du 21 avril 1939 susvisé applicable aux pays de protectorat de l'Indochine ainsi qu'au territoire de Kouang-Tchéou-Wan et aux territoires sous mandat du Togo et du Cameroun ;

Vu le décret du 29 juillet 1939 fixant les conditions d'exécution de l'article 2 dudit décret du 21 avril 1939 tendant à réprimer les propagandes étrangères applicable d'office aux colonies ;

Vu les deux décrets du 21 août 1939 rendant applicable aux pays de protectorat de l'Indochine ainsi qu'au territoire de Kouang-Tchéou-Wan et aux territoires sous mandat du Togo et du Cameroun le décret susvisé du 29 juillet 1939 fixant les conditions d'exécution de l'article 2 du décret du 21 avril 1939.

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Dans les territoires relevant du ministère des colonies, les déclarations prévues par l'article 2 du décret du 29 juillet 1939 susvisé seront déposées dans les bureaux du chef de la colonie, du protectorat ou du territoire.

Art. 2. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié aux *Journaux officiels* de la République française et des territoires intéressés et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 7 novembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*  
GEORGES MANDEL.

*Le garde des sceaux, ministre  
de la justice,*  
GEORGES BONNET.

DÉCRET rendant applicables aux colonies les dispositions du décret du 26 septembre 1939 sur le secret professionnel.

(Du 10 novembre 1939.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Vu l'article 8 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Sur le rapport du ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Le décret du 26 septembre 1939 relatif au secret professionnel en matière de contrôle des changes et de déclaration des avoirs à l'étranger, est rendu applicable aux colonies.

Art. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 novembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*

GEORGES MANDEL.

DÉCRET relatif au secret professionnel.

(Du 26 septembre 1939.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, et du ministre des finances,

Vu la loi du 19 mars 1939 tendant à accorder au Gouvernement des pouvoirs spéciaux ;

Vu le décret du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, des opérations de change et le commerce de l'or ;

Vu le décret du 9 septembre 1939 relatif aux avoirs à l'étranger ;

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Art. 1<sup>er</sup>. — Sont tenues au secret professionnel et passibles des peines prévues à l'article 378 du code pénal, toutes personnes appelées à l'occasion de leurs fonctions ou attributions à intervenir dans la réglementation établie par le décret du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux et les opérations de change et le commerce de l'or, et par le décret du 9 septembre 1939 relatif aux avoirs à l'étranger.

Toutefois, lorsqu'une poursuite régulière a été engagée sur la plainte du ministre des finances, conformément à l'article 4 du décret du 9 septembre 1939, ces mêmes personnes ne peuvent opposer le secret professionnel au juge d'instruction ou au tribunal qui les interroge sur les faits faisant l'objet de la plainte.

Art. 2. — Tous avis et communications intervenant entre les agents de l'office des changes et des offices coloniaux des changes ou adressés par eux aux intéressés doivent être transmis sous enveloppe fermée.

Art. 3. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le con-

cerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre de la  
défense nationale et de la guerre,  
et des affaires étrangères,*

EDOUARD DALADIER

*Le ministre des finances,*

PAUL REYNAUD.

Régime de la nationalité dans les territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 12 novembre 1939.

Monsieur le Président.

Deux décrets-lois en date du 9 septembre 1939 relatifs l'un à la déchéance de la nationalité française, l'autre à l'acquisition par mariage de la qualité de Française par les ressortissantes des puissances ennemies, viennent de modifier la législation métropolitaine en la matière telle qu'elle résulte de la loi du 10 août 1927 et du titre III du décret-loi du 12 novembre 1938. Ces textes ont été rendus applicables aux Antilles et à la Réunion.

Dans les autres territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies, le régime de la nationalité a été fixé par une série de décrets qui s'inspirent d'ailleurs, d'une façon générale, des dispositions de la loi du 10 août 1927 sur la nationalité.

Il nous a paru, en conséquence, nécessaire d'étendre aux colonies autres que les Antilles et la Réunion, non seulement les règles édictées par les décrets du 9 septembre 1929, mais encore celles posées par le titre III du décret-loi du 12 novembre 1938 qui a modifié les dispositions de la loi précitée relatives à l'acquisition ou à la perte de la nationalité française.

Tel est l'objet des sept projets de décrets que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le ministre des colonies,*

GEORGES MANDEL.

*Le garde des sceaux, ministre  
de la justice,*

GEORGES BONNET.

DÉCRET

(Du 12 novembre 1939.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu la loi du 10 août 1927 sur la nationalité ;

Vu le décret-loi du 12 novembre 1938 relatif à la situation et à la police des étrangers ;

Vu le décret-loi du 9 septembre 1939 relatif à l'acquisition par mariage de la nationalité française par les ressortissants ennemis ;

Vu le décret du 9 juillet 1933, fixant, sauf en ce qui concerne les indigènes, les conditions de la naturalisation dans les Etablissements français de l'Océanie,

#### DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Le chiffre 5<sup>o</sup> de l'article 2 du décret du 9 juillet 1933 fixant, sauf en ce qui concerne les indigènes, les conditions de la naturalisation en Océanie, est modifié comme suit :

« Tout individu né dans les Etablissements français de l'Océanie de parents inconnus, lorsqu'en vertu d'une décision de justice... ».

Le reste sans changement.

Art 2. — Le chiffre 1<sup>o</sup> de l'article 3 du décret du 9 juillet 1933 est ainsi modifié, à partir des mots : « Est assimilée... ».

« Est assimilée à la résidence en France :

« a) Le séjour en pays étranger pour l'exercice d'une fonction conférée par le Gouvernement français ou l'exercice d'une fonction ou d'un emploi au siège d'une ambassade ou légation française ;

« b) Le séjour dans un pays en union douanière avec la France. »

Art. 3. — Le chiffre 1<sup>o</sup> de l'alinéa 4 de l'article 4 du décret du 9 juillet 1933 est ainsi modifié :

« 1<sup>o</sup> Aux individus qui, âgés de moins de vingt et un ans, auraient fait l'objet d'un arrêté d'expulsion ou d'un arrêté d'assignation à résidence qui n'aura pas été expressément rapporté dans les formes où il est intervenu. ».

Art. 4. — Il est inséré, entre les articles 4 et 5 du décret du 9 juillet 1933, un article 4 bis ainsi conçu :

Art. 4 bis. — Lorsqu'un étranger aura sciemment fait une fausse déclaration, présenté une pièce contenant une assertion mensongère ou erronée, ou employé des manœuvres frauduleuses quelconques à l'effet d'obtenir sa naturalisation ou sa réintégration, le décret intervenu pourra, sous réserve des droits ouverts au profit des tiers de bonne foi, être rapporté par décret rendu sur avis conforme du Conseil d'Etat. L'intéressé dûment appelé aura la faculté de produire des pièces et mémoires.

Le décret devra être rapporté dans un délai de dix ans à partir de la découverte de la fraude, délai qui court seulement à dater de la mise en vigueur de la présente disposition si la découverte de la fraude est antérieure à sa mise en vigueur.

Art. 5. — L'article 5 du décret du 9 juillet 1933 est abrogé et remplacé par les dispositions ci-après :

« La femme étrangère qui épouse un Français n'acquiert la qualité de Française que sur demande expresse, formulée par voie de déclaration souscrite avant la célébration du mariage.

« La déclaration prend effet de plein droit six mois après la célébration du mariage.

« Les dispositions du présent article ne sont pas applicables :

« a) A la femme contre laquelle a été pris un arrêté d'expulsion ou d'assignation à résidence qui n'aura pas été expressément rapporté dans les formes où il est intervenu ;

« b) A la femme qui aura contracté mariage sans remplir les conditions exigées par la loi pour le mariage avec des étrangers ;

« c) A la femme qui, dans un délai prévu à l'alinéa 2 se sera vu refuser l'acquisition de la nationalité française par décret rendu à la demande du ministre des colonies, sur la proposition du garde des sceaux, ministre de la justice et sur avis conforme du conseil d'Etat ;

« d) A la femme ressortissant à une nation en guerre avec la France qui contracte mariage pendant la durée des hostilités. »

Art. 5 bis. — La femme française qui épouse un étranger conserve la nationalité française à moins que, par déclaration souscrite avant la célébration du mariage, elle ne déclare expressément vouloir acquérir, en conformité des dispositions de la loi nationale du mari, la nationalité de ce dernier.

Art. 6. — Le cinquième alinéa de l'article 3 du décret du 9 juillet 1933 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« L'étranger naturalisé jouit de tous les droits attachés à la qualité de Français.

« Néanmoins, lorsque la qualité de citoyen français est nécessaire pour permettre l'inscription sur des listes électorales quelles qu'elles soient, il ne devient électeur qu'à l'expiration d'un délai de cinq années, à dater du décret de naturalisation.

« Lorsque l'exercice de fonctions ou de mandats électifs est conditionné par la qualité de citoyen français, le naturalisé ne pourra être investi de ces fonctions ou mandats, que dix ans après le décret de naturalisation.

« Toutefois, il jouira de tous les droits énumérés aux deux paragraphes précédents, s'il a accompli effectivement le temps de service actif dans l'armée française correspondant aux obligations de sa classe d'âge.

Il pourra, cependant, à l'expiration des cinq années après lesquelles il devient électeur, obtenir, pour des motifs exceptionnels, que le délai de dix ans prévu ci-dessus soit abrogé par décret, dans la forme prescrite par les règlements d'administration publique, sur rapport motivé du garde des sceaux, ministre de la justice et du ministre des colonies.

« Pendant dix ans, à partir du décret qui lui a conféré la naturalisation, l'étranger ne peut être nommé à des fonctions publiques rétribuées par l'Etat, par une colonie ou les collectivités publiques d'une colonie, inscrit à un barreau ou nommé titulaire d'un office ministériel.

« Cette incapacité ne frappera pas les naturalisés qui auront accompli cinq ans au moins de service militaire.

« L'incapacité établie par l'alinéa 5 du présent article ne frappe pas les étrangers naturalisés antérieurement à la date de promulgation de la présente disposition.

« L'incapacité établie à l'article 9 ne frappe pas les étrangers naturalisés antérieurement à la date sus-indiquée et qui ont accompli effectivement le temps de service actif dans l'armée française correspondant aux obligations de leur classe d'âge. »

Art. 7. — Les articles 6 et 7 du décret du 9 juillet 1933 sont ainsi modifiés :

Art. 6. — Perdent la nationalité de Français :

1<sup>o</sup> Le Français naturalisé à l'étranger ou celui qui acquiert, sur sa demande, une nationalité étrangère par l'effet de la loi après l'âge de vingt et un ans.



Toutefois, jusqu'à l'expiration d'un délai de dix ans, à partir, soit de l'incorporation dans l'armée active, soit de l'inscription sur les tableaux de recensement en cas de dispense du service actif, l'acquisition de la nationalité étrangère ne lui fait perdre la qualité de Français que si elle a été autorisée par le Gouvernement français ;

2° Le Français, même mineur, qui, possédant une nationalité étrangère, est autorisé, sur sa demande, par le Gouvernement français à la conserver ;

3° La Française, même mineure, qui a opté pour la nationalité étrangère de son mari, dans le cas prévu à l'article 5 bis ;

4° Le Français qui, remplissant à l'étranger un emploi dans un service public, le conserve nonobstant l'injonction de le résigner dans un délai déterminé qui lui aura été fait par le Gouvernement français. Cette mesure pourra être entendue à la femme et aux enfants mineurs par décret rendu dans les formes prévues à l'article 7 ;

5° Le Français qui, possédant la nationalité d'un pays étranger dont il se comporte en fait comme le national, est déclaré avoir perdu la nationalité française par décret rendu dans les formes prévues à l'article 7. Cette mesure pourra, dans les mêmes formes, être étendue à la femme et aux enfants mineurs ;

6° Le Français déchu de la nationalité française dans les cas prévus à l'article 7 ci-après :

Art. 7. — L'étranger devenu Français, sur sa demande ou celle de ses représentants légaux, peut être déchu de cette nationalité, à la demande du ministre des colonies, par décret rendu sur la proposition du garde des sceaux, ministre de la justice, et sur avis conforme du conseil d'Etat. L'intéressé dûment appelé, a la faculté de produire des pièces et des mémoires.

Cette déchéance sera encourue :

1° Pour avoir accompli des actes contraires à l'ordre public, à la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat ou au fonctionnement de ses institutions ;

2° Pour s'être livré, au profit d'un pays étranger, à des actes incompatibles avec la qualité de citoyen français ;

3° Pour s'être soustrait aux obligations résultant pour lui des lois de recrutement ;

4° Pour avoir, en France ou à l'étranger, commis un crime ou un délit ayant entraîné une condamnation à une peine d'au moins une année d'emprisonnement.

Le décret devra intervenir dans les dix ans du décret de naturalisation si les faits sont antérieurs audit décret et dans les dix ans de la perpétration des faits s'ils sont postérieurs à la naturalisation.

Cette déchéance sera encourue quelle que soit la date de l'acquisition de la qualité de Français, même si elle est antérieure à la mise en vigueur de la présente disposition, mais à condition que les faits, s'ils sont postérieurs à la naturalisation, aient été commis avant l'expiration d'un délai de dix ans à compter de cette acquisition.

Cette mesure pourra, dans les mêmes formes, être étendue à la femme et aux enfants mineurs.

Art. 8. — Le premier alinéa de l'article 13 du décret du 9 juillet 1933 est modifié ainsi qu'il suit :

Art. 13. — Lorsqu'un Français épouse une femme étrangère dans les Etablissements français de l'Océanie, l'officier d'état civil, après s'être fait remettre les pièces nécessaires au mariage, avertit la future épouse que, par application de l'article 5 du présent décret, qu'elle n'acquiert pas la natio-

nalité française, à moins qu'elle ne déclare vouloir acquérir la nationalité de son mari en conformité des dispositions de ce texte.

Si la femme manifeste cette volonté, elle doit souscrire, avant la célébration du mariage, une déclaration devant l'officier d'état civil.

Cette déclaration est établie en double exemplaire. Les deux exemplaires accompagnés d'une expédition de l'acte de mariage sont adressés sans retard au gouverneur par l'officier d'état civil.

Le gouverneur transmet ces documents au ministre des colonies. Il procède à une enquête sur la moralité et le loyalisme de la déclarante et en communique, s'il le juge utile, les résultats au ministre des colonies, accompagnés du bulletin n° 2 du casier judiciaire en donnant son avis sur l'opportunité de s'opposer à l'acquisition par l'intéressée de la nationalité française, conformément aux dispositions de l'article 5, lettre c, du présent décret.

Le ministre des colonies transmet le dossier au ministre de la justice qui, à l'expiration du délai de six mois prévu à l'alinéa 2 dudit article 5, fait remettre à l'intéressée, s'il y a lieu, un des exemplaires dûment visé de la déclaration. Le dossier est conservé dans les archives de la chancellerie.

Art. 9. — L'article 14 du décret du 9 juillet 1933 est modifié de la sorte :

« En cas de mariage contracté dans les Etablissements français de l'Océanie, par une Française avec un étranger, l'officier d'état civil, après s'être fait remettre, par le futur époux les pièces constituant le dossier du mariage, avertit la future épouse que, par application de l'article 5 bis du présent décret, elle conserve la nationalité française à moins qu'elle ne déclare vouloir acquérir, en conformité de la loi nationale de son mari, la nationalité de celui-ci.

« Si la femme manifeste cette volonté, elle doit pour souscrire la déclaration prévue à cet effet, produire une attestation en due forme du gouvernement auquel ressortit son futur époux attestant que, par l'effet du mariage, elle acquerra la nationalité de son mari et certifiant la nationalité de celui-ci.

« La déclaration énonce la date, le numéro d'ordre et la durée du titre de séjour du futur époux, ainsi que l'autorité qui l'a accordée : elle doit, en outre, spécifier à peine de nullité, la nationalité que la future épouse a entendue acquérir.

« Elle est établie en triple exemplaire, l'un des exemplaires est remis à l'intéressée, l'autre est adressé au gouverneur et le troisième est envoyé, avec une expédition de l'acte de mariage, à la chancellerie par l'intermédiaire du Procureur de la République et du ministre des colonies, pour être déposé dans les archives. »

Art. 10. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 12 novembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

GEORGES BONNET.

**DÉCRET** *suspendant pendant la durée des hostilités certaines des dispositions applicables aux personnels des collectivités publiques et des services concédés.*

(Du 18 novembre 1939).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, du vice-président du conseil, du ministre de l'intérieur, du ministre des finances, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre des travaux publics, du ministre du travail, du ministre de la marine militaire, du ministre de l'air, du ministre du blocus, du ministre de l'armement, du ministre des colonies, du ministre des anciens combattants et pensionnés, du ministre de l'éducation nationale, du ministre du commerce, du ministre de l'agriculture, du ministre de la santé publique, du ministre des postes, télégraphes et téléphones et du ministre de la marine marchande ;

Vu la loi du 19 mars 1939, tendant à accorder au Gouvernement des pouvoirs spéciaux ;

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Pendant toute la durée des hostilités, la suspension des dispositions de l'article 65 de la loi du 22 avril 1905 prévue, en ce qui concerne les personnels de l'Etat par le dernier alinéa de l'article 15 du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939, s'applique à l'ensemble des personnels des services ou établissements publics de l'Etat, des départements, des communes, des colonies et des territoires d'outre-mer, ainsi que des services concédés relevant de ces collectivités.

Art. 2. — Pendant la même période, les mesures disciplinaires contre tous les personnels des services ou établissements visés à l'article 1<sup>er</sup> et de tous organismes recevant une subvention ou une garantie de l'Etat sont prises par l'autorité compétente pour les nommer, sans aucune des consultations ou délibérations prévues par les lois, règlements ou conventions en vigueur.

En ce qui concerne les personnels des services municipaux, les mesures visées par le présent article peuvent être prises dans les conditions prévues aux articles 1<sup>er</sup> et 2 du décret du 26 septembre 1939, relatif à la tutelle administrative. Le préfet et le sous-préfet conservent, d'autre part, le pouvoir de révocation qui leur est conféré par les articles 102 et 103 de la loi du 5 avril 1884, modifiée par le décret du 5 novembre 1926.

Toutefois, avant de prendre une mesure disciplinaire, l'autorité compétente provoquera, sauf en cas d'urgence motivée par l'intérêt du service ou de la défense nationale, ou en cas de cessation ou d'abandon du travail, les observations de l'intéressé sur les faits relevés contre lui.

Art. 3. — Les personnels qui auront été l'objet d'une peine disciplinaire dans les conditions fixées par les dispositions qui précèdent pourront, dans le mois qui suivra la cessation des hostilités, demander la révision de la mesure prise à leur égard.

Les conditions dans lesquelles s'effectuera cette révision seront déterminées par un décret pris en la forme des règlements d'administration publique.

Art. 4. — Pendant la même période, toute mesure ayant pour objet le déplacement ou la suspension, dans l'intérêt du service, des personnels visés à l'article 2 ci-dessus, sera prise par l'autorité compétente sans consultation des conseils

ou organismes dont l'avis préalable serait requis par les règlements ou conventions en vigueur.

Art. 5. — Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas aux magistrats inamovibles, qui demeurent soumis aux règles actuellement en vigueur à leur égard.

Art. 6. — Le présent décret, qui recevra exécution immédiate, sera soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de la loi du 19 mars 1939.

Art. 7. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, le vice-président du conseil, le ministre de l'intérieur, le ministre des finances, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre des travaux publics, le ministre du travail, le ministre de la marine militaire, le ministre de l'air, le ministre du blocus, le ministre de l'armement, le ministre des colonies, le ministre des anciens combattants et pensionnés, le ministre de l'éducation nationale, le ministre du commerce, le ministre de l'agriculture, le ministre de la santé publique, le ministre des postes, télégraphes et téléphones et le ministre de la marine marchande sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 novembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre  
de la défense nationale et de la guerre,  
et des affaires étrangères,*

EDOUARD DALADIER.

*Le vice-président du conseil,*  
CAMILLE CHAUTEMPS.

*Le ministre de l'intérieur,*  
ALBERT SARRAUT.

*Le ministre des finances,*  
PAUL REYNAUD.

*Le garde des sceaux, ministre  
de la justice,*  
GEORGES BONNET.

*Le ministre des travaux publics,*  
A. DE MONZIE.

*Le ministre du travail,*  
CHARLES POMARET.

*Le ministre de la marine militaire,*  
C. CAMPINCHI.

*Le ministre de l'air,*  
GUY LA CHAMBRE.

*Le ministre du blocus,*  
GEORGES PERNOT.

*Le ministre de l'armement,*  
RAOUL DAUTRY.

*Le ministre des colonies,*  
GEORGES MANDEL.

*Le ministre des anciens combattants  
et pensionnés,*  
RENÉ BESSE.

*Le ministre de l'éducation nationale,*  
YVAN DELBOS.

*Le ministre du commerce,*  
FERNAND GENTIN.

*Le ministre de l'agriculture,*  
HÉNRI QUEUILLE.

*Le ministre de la santé publique,*  
MARC RUCART.

*Le ministre des postes,  
télégraphes et téléphones,*  
JULES JULIEN.

*Le ministre  
de la marine marchande,*  
A. RIO.

## ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRÊTÉ n° 1029 j., portant réorganisation du corps des avocats défenseurs et l'exercice du droit de défense devant les tribunaux des Etablissements français de l'Océanie.

(Du 27 octobre 1939).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 24 août 1930 relatif à la réglementation de l'exercice de la profession d'avocat défenseur dans les colonies autres que les Antilles, la Réunion et l'Indochine ;

Vu les arrêtés des 16 septembre 1932 et 20 mars 1935, concernant le corps des défenseurs et l'exercice du droit de défense dans la colonie ;

Sur la proposition du chef du service judiciaire ;

Le conseil privé entendu dans sa séance en date du 26 octobre 1939,

ARRÊTE :

### Dispositions générales.

Article 1<sup>er</sup>. — Dans les Etablissements français de l'Océanie, un corps d'avocats défenseurs, dont le nombre est fixé à neuf, est chargé de postuler et de plaider devant les tribunaux.

Art. 2. — Les avocats défenseurs ont seuls qualité pour plaider et conclure en toutes matières devant le tribunal supérieur d'appel, le tribunal de première instance, le tribunal de commerce de Papeete, ainsi que devant le conseil du contentieux administratif des Etablissements français de l'Océanie, pour faire et signer tous actes nécessaires à l'instruction des causes civiles et commerciales et à l'exécution des jugements.

Art. 3. — Toute partie peut néanmoins plaider et se présenter soit pour elle-même, soit pour ses co-héritiers, co-associés et conjoints, soit pour ses parents et alliés en ligne ascendante, descendante ou collatérale jusqu'au second degré inclusivement. Les maris peuvent se présenter pour leurs femmes, celles-ci pour leurs maris avec l'autorisation spéciale et écrite de ces derniers, les tuteurs et les curateurs pour leurs pupilles.

Art. 4. — Devant la chambre de justice de paix, du tribunal de première instance de Papeete et devant les autres justices de paix de la colonie, les parties se présenteront en personne ; il leur sera néanmoins loisible de se faire assister ou représenter par un défenseur ou un mandataire, mais, dans ce dernier cas, en vertu seulement d'une autorisation spéciale du juge.

Art. 5. — Les avocats justifiant de leur inscription aux tableaux dressés dans la métropole ou dans les autres colonies, pays de protectorat ou territoires sous mandat, peuvent être autorisés à plaider dans une ou plusieurs affaires déterminées, devant les tribu-

naux de la colonie ; cette autorisation leur sera donnée par le président de la juridiction saisie.

### Conditions d'admission et d'exercice de la profession.

Art. 6. — Pour pouvoir exercer comme avocat défenseur et être inscrit en cette qualité au tableau dressé à cet effet par le tribunal supérieur, il faut remplir les conditions suivantes :

1° Être âgé de 21 ans accomplis ou avoir obtenu du gouverneur une dispense qui ne pourra être accordée qu'aux candidats âgés de 21 ans, au moins ;

2° Être citoyen français, de l'un ou de l'autre sexe, et jouir de ses droits civils et politiques, ou sujet français des Etablissements français de l'Océanie ;

3° Justifier de sa moralité ;

4° Être licencié en droit ;

5° Les candidats à ces fonctions devront, en outre, justifier qu'ils ont accompli leur stage d'avocat dans un barreau, ou qu'ils comptent au moins, trois années de cléricature dans une étude d'avoué ou d'avocat défenseur.

Sont dispensés des conditions ci-dessus, les anciens magistrats ayant appartenu à des juridictions métropolitaines ou coloniales.

Toutefois, aucun magistrat ayant exercé dans les Etablissements français de l'Océanie ne pourra être nommé avocat défenseur dans le ressort du tribunal supérieur d'appel de la colonie, avant l'expiration d'un délai de cinq années à compter du jour où il aura cessé d'exercer ses fonctions dans ce ressort.

Art. 7. — Tout candidat aux fonctions d'avocat défenseur adressera une requête avec les pièces à l'appui au chef du service judiciaire qui procédera à une enquête et soumettra le dossier à l'avis des membres des tribunaux de Papeete réunis en assemblée générale sur la convocation et sous la présidence du président du tribunal supérieur. En cas de partage des voix, celle du président sera prépondérante.

Le chef du service judiciaire transmettra le dossier avec rapport au gouverneur qui statuera et délivrera, s'il y a lieu, la commission d'avocat défenseur.

Art. 8. — Les avocats défenseurs ne sont pas tenus de résider à Papeete ; ils peuvent s'absenter de la colonie sans autorisation du gouverneur.

En cas d'absence ou d'empêchement d'une durée inférieure à dix-huit mois, sauf le cas de suspension temporaire, l'avocat défenseur pourra se faire remplacer par un secrétaire agréé dans les conditions qui seront ci-après prescrites.

Dans le cas où l'absence ou l'empêchement serait d'une durée supérieure à celle prévue au paragraphe précédent, l'avocat défenseur ne pourra se faire remplacer que par un secrétaire remplissant lui-même les conditions exigées par l'article 6 ci-dessus.

Art. 9. — Avant d'entrer en fonctions, les avocats défenseurs et les secrétaires d'avocats défenseurs prêtent, devant le tribunal supérieur, le serment dont la teneur suit :

« Je jure de ne rien dire ou publier, comme avocat défenseur ou conseil, de contraire aux lois, aux règlements, aux bonnes mœurs, à la sûreté de l'Etat et à la paix publique, et de ne jamais m'écarter du respect dû aux tribunaux et aux autorités publiques ».

### Des secrétaires d'avocats défenseurs.

Art. 10. — Les secrétaires d'avocats défenseurs prévus aux articles 6 et 8 ci-dessus, devront remplir les conditions suivantes :

1° Être âgé de 21 ans, au moins ;

2° Être français ou sujet français, de l'un ou de l'autre sexe, et jouir de leurs droits civils et politiques ;

3° Justifier de leur moralité ;

4° Être licencié ou capacitaire en droit.

L'admission des secrétaires d'avocats défenseurs sera instruite et prononcée conformément à l'article 7 ci-dessus.

Avant d'entrer en fonctions, les secrétaires d'avocats défenseurs prêtent, devant le tribunal supérieur d'appel, le serment prescrit par l'article 9.

Les règles de discipline énoncées ci-dessus, s'appliqueront aux secrétaires d'avocats défenseurs.

Art. 11.— Les secrétaires d'avocats défenseurs peuvent régulièrement assister les inculpés ou la partie civile devant le juge d'instruction et devant le tribunal, aux lieu et place de l'avocat défenseur. Ils peuvent, en cas d'insuffisance du nombre des avocats défenseurs, être désignés d'office par le président de la juridiction saisie pour assister les accusés, prévenus et inculpés, soit devant la cour criminelle, soit devant le tribunal de police correctionnelle.

### Discipline et obligations.

Art. 12.— L'exercice de la profession d'avocat défenseur est incompatible avec toute fonction publique salariée, toute autre profession ou toute espèce de négoce.

Art. 13.— Il leur est notamment interdit :

1° de se rendre directement ou indirectement adjudicataire de biens, meubles ou immeubles dont il seront chargés de poursuivre la vente ;

2° de se rendre cessionnaire de droits successifs ou litigieux ;

3° de faire avec leurs parties des conventions aléatoires et autres, subordonnées à l'événement du procès ;

4° de s'associer entre eux pour l'exploitation de leurs affaires, ou de prêter leur nom pour les actes de postulation illicite ;

Il n'y a association que si les défenseurs ont des études et des affaires distinctes.

Un défenseur régulièrement commissionné peut être secrétaire d'un autre défenseur, tant qu'il ne prend pas d'étude ni d'affaires personnelles distinctes de celles du défenseur dont il est le secrétaire.

L'avocat défenseur commissionné, secrétaire d'un autre défenseur, jouit des mêmes droits et privilèges de postulation que l'avocat défenseur ordinaire.

5° de se compromettre dans la recherche des affaires, soit que les démarches ou les réclamations émanent d'eux, soit qu'elles aient été faites par des tiers pour leur compte ;

6° de partager leurs honoraires avec d'autres personnes que des confrères, de remettre ou de promettre des commissions à des intermédiaires ;

7° de souscrire, avaliser, endosser ou négocier des valeurs commerciales au profit de qui que ce soit, de se livrer à des opérations de banque ou d'escompte ;

8° de prélever sur les sommes encaissées le montant de leurs honoraires sans le consentement formel du client, ou, à défaut d'accord, sans une décision de justice.

Art. 14.— Il est interdit aux avocats défenseurs, anciens fonctionnaires de l'Etat ou des colonies, d'accomplir aucun acte de leur profession pendant un délai de cinq ans, à dater de la cessation de leurs fonctions, contre les administrations auxquelles ces fonctionnaires ont appartenu.

L'avocat défenseur investi du mandat de délégué des Etablissements français de l'Océanie au conseil supérieur des colonies, ne peut, pendant la durée de ce mandat, accomplir aucun acte de sa profession, personnellement ou par l'intermédiaire d'un secrétaire, ni contre la colonie, ni contre les communes ou les établissements publics de la colonie ou de ces communes.

La même interdiction s'applique à l'avocat défenseur investi d'un mandat municipal pour les affaires de la commune dont il est l'élu et des établissements publics communaux.

Art. 15.— En matière d'assistance judiciaire et dans tous les cas où le législateur prescrit la désignation d'office d'un conseil, l'avocat défenseur ainsi délégué ne pourra refuser son ministère sans faire approuver ses motifs d'excuse ou d'empêchement par le président de la juridiction compétente.

Art. 16.— La discipline des avocats défenseurs appartient au chef du service judiciaire.

Le chef du service judiciaire donne aux avocats tout avertissement qu'il juge utile et prononce contre eux, après les avoir entendus, le rappel à l'ordre et la réprimande avec inscription au dossier.

Le chef du service judiciaire rend compte au gouverneur des peines ainsi prononcées.

Art. 17.— A l'égard des peines plus graves qui sont la suspension temporaire et la destitution, le chef du service judiciaire agissant, soit d'office, sur la réclamation des intéressés, procède, s'il y a lieu, à une enquête préliminaire dont les résultats sont soumis à un conseil de discipline composé du président du tribunal supérieur d'appel, du président du tribunal de première instance et du juge le plus ancien exerçant une fonction du siège.

Préalablement à la réunion du conseil de discipline, le président du tribunal supérieur d'appel commet un rapporteur choisi parmi les membres du conseil.

Le rapporteur a pour mission de procéder à la mise en état de l'affaire, de recueillir à cet effet, tous les témoignages et renseignements qu'il juge utiles, de donner communication du dossier à l'avocat défenseur inculpé dont il reçoit les déclarations et observations. Le rapporteur peut se faire assister du greffier.

L'avocat défenseur en cause est convoqué à trois jours francs devant le conseil de discipline. Après audition du rapport, le chef du service judiciaire présente ses observations et l'inculpé est entendu. Il peut se faire assister d'un avocat défenseur.

La délibération est prise en dehors du chef du service judiciaire, du greffier et de l'inculpé.

Art. 18.— Le chef du service judiciaire transmet au gouverneur une expédition de la décision du conseil de discipline, avec le dossier de l'affaire ; il y joint ses propositions.

Le chef de la colonie statue, sauf recours au ministre des colonies. Il ne peut s'écarter de l'avis du conseil de discipline que dans un sens favorable à l'inculpé.

En cas de recours, l'avocat défenseur en cause, demeure en état de suspension provisoire jusqu'à la décision du ministre.

La peine de la suspension ne peut être prononcée pour une période de plus d'une année.

Art. 19.— Si à l'audience ou dans les écrits produits en justice, les défenseurs s'écarteront du respect dû aux lois et à la justice, ou manquent aux devoirs qui leur sont prescrits, les tribunaux peuvent, suivant l'urgence des cas, d'office ou à la réquisition du ministère public, prononcer contre eux le rappel à l'ordre, la censure avec réprimande ou la suspension pendant trois mois au plus.

Les décisions du tribunal de première instance, du tribunal de commerce sont sujettes à l'appel devant le tribunal supérieur d'appel, lorsque la peine prononcée est la suspension pour plus de quinze jours.

Lorsque les tribunaux estiment qu'il y a lieu à l'application d'une peine plus grave, il est dressé procès-verbal des faits, lequel est, sans délai, transmis au chef du service judiciaire. Il est alors procédé conformément aux articles 17 et 18 ci-dessus.

Art. 20.— Les peines disciplinaires prononcées en vertu du pré-

sent arrêté ne font, en aucun cas, obstacle aux poursuites devant les tribunaux de répression, s'il y a lieu.

### Comptabilité.

Art. 21. — Les avocats défenseurs tiennent :

1° Un "livre-journal" sur lequel ils inscrivent eux-mêmes, par ordre de date et sans aucun blanc, toutes les sommes qu'ils reçoivent, paient et dépensent en leur qualité.

Il leur est défendu de recevoir aucune somme des parties sans en donner un reçu détaillé, détaché d'un carnet de reçus à souches et portant, avec son numéro, le nom et le domicile du client, le montant de la somme par lui versée, et la date du versement. Le "livre-journal" mentionne, d'autre part, jour par jour, les titres déposés entre leurs mains et ceux reçus par lettre, leur nature et leur importance.

2° Un "grand livre" dans lequel un compte par "doit" et "avoir" est ouvert au nom du client pour chaque affaire.

Les livres et carnet à souches dont la tenue est prévue aux paragraphes 1° et 2° du présent article, sont cotés et paraphés par le chef du service judiciaire ou par son délégué ; ils doivent leur être représentés toutes les fois qu'ils le demandent.

Art. 22. — Le "grand livre" reproduit au "doit" et à l'"avoir", en regard des articles qui y sont insérés, le folio du journal dont ils sont la reproduction.

Le "doit" comprend tous les articles de dépenses tels que consignations de sommes au greffe, coûts d'huissier, frais de grosses ou expéditions, réellement avancés par l'avocat défenseur, le montant de ses droits et vacations suivant le tarif, avec indication de l'article en vertu duquel la perception est faite, celui de ses honoraires réglés de gré à gré ou alloués par le tribunal.

L'"avoir" reproduit tous les articles de recettes, tels que : restitution de sommes consignées, paiements totaux ou partiels faits entre leurs mains.

Art. 23. — S'il résulte de la balance des comptes que l'avocat défenseur est débiteur de son client, il doit, sauf convention contraire intervenue entre lui et son client, dans les six mois du règlement du dernier acte fait par lui, représenter sur son "livre-journal" la quittance de son client ou la preuve de l'envoi qu'il a fait hors du lieu où il exerce sa profession, des pièces et des fonds.

A défaut de cet acquit ou de la preuve de l'envoi, les sommes sont consignées au trésor colonial dans la quinzaine qui suit le délai ci-dessus.

Mention de l'envoi des fonds et des pièces ou de la consignation est faite, sur le "livre-journal". Les pièces conservées seront représentées à toute réquisition.

Art. 24. — Le tarif des émoluments des avocats défenseurs est fixé par arrêté du gouverneur.

Art. 25. — Les taxes, droits et débours des avocats défenseurs font partie de la liquidation des dépens, opérée par les arrêts et jugements et insérés dans leur dispositif. A cet effet, l'avocat défenseur de la partie qui a obtenu la condamnation remet, dans les quarante-huit heures des décisions, l'état des droits qui lui ont été adjugés.

La distraction des dépens peut être demandée et prononcée dans les conditions prévues par l'article 133 du code de procédure civile.

Il pourra être formé opposition à la taxe.

Art. 26. — Les honoraires auxquels les avocats défenseurs peuvent avoir droit pour plaidoiries, mémoires, consultations, travaux extraordinaires, sont librement fixés entre eux et leurs clients.

En cas de contestation sur ces divers points, il sera statué par les tribunaux, conformément au droit commun.

### Costume.

Art. 27. — Les avocats défenseurs et leurs secrétaires se présentent en robe aux audiences et portent les insignes de leur grade. Leur costume est celui des avocats de la métropole.

Ils plaident debout et sont autorisés à se couvrir, sauf lorsqu'ils lisent leurs conclusions.

### Honorariat.

Art. 18. — Les avocats défenseurs devant les tribunaux des Etablissements français de l'Océanie, pourront, après 25 ans d'exercice, recevoir par arrêté du Chef de la Colonie, le titre d'avocat défenseur honoraire.

Dans le décompte des annuités nécessaires, il sera fait état du temps passé en qualité de défenseur, tel qu'il était organisé par la précédente législation.

Les défenseurs honoraires continueront à jouir des honneurs et privilèges attachés à leur état.

### Dispositions générales et transitoires.

Art. 29. — Sans pouvoir préjudicier aux droits acquis, sont et demeurent abrogées les dispositions antérieures au présent arrêté.

Art. 30. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 27 octobre 1939.

CHASTENET DE GÉRY.

Approuvé par télégramme ministérielle, n° 211, du 28 décembre 1939.

DÉCISION n° 31 a.g.f., fixant le taux de l'indemnité représentative de vivres du personnel infirmier à la charge de la colonie.

(Du 12 janvier 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 489 s.g., du 13 juillet 1934, notamment l'article 50 ;

Vu la décision n° 575 a.g.f., du 9 juin 1939 fixant le taux de l'indemnité représentative de vivres du personnel infirmier ;

Vu le taux de la ration de vivres des militaires du détachement d'infanterie coloniale de Papeete au 1<sup>er</sup> janvier 1940 ;

Sur la proposition du chef du service d'administration générale et des finances,

### DÉCIDE :

Article 1<sup>er</sup>. — Il est alloué, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1940 aux infirmier et infirmières dont les noms suivent, une indemnité journalière représentative de vivres de dix francs soixante neuf centimes (10 f. 69) :

M <sup>mes</sup> V <sup>ve</sup> Lagarde (Elisabeth) infirmière hors classe	
Cadoustau (Elisabeth)	— principale
V <sup>ve</sup> Allain (Lowina)	— —
Lavigne (Eugénie)	— de 1 <sup>re</sup> classe
M. Guitteny (Jean), infirmier de 4 <sup>me</sup> classe.	

Art. 2. — La décision n° 575 a.g.f., du 9 juin 1939 est rapportée.

Art. 3. — Le chef du service d'administration générale et des finances est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 12 janvier 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 32 a.g.f., portant reclassement de M. Stein (Emile, Robert, Henri) agent auxiliaire du service local, greffier-notaire près la justice de paix à compétence étendue de Raiatea.

(Du 12 janvier 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 83 a.g.f., du 27 janvier 1939 fixant le statut du personnel auxiliaire ;

Vu la décision n° 1014 a.g.f., du 25 octobre 1939 portant reclassement du personnel auxiliaire ;

Vu l'arrêté n° 1256 j., du 26 décembre 1939, portant nomination de M. Stein, greffier-notaire près la justice de paix à compétence étendue de Raiatea,

DÉCIDE :

Art. 1<sup>er</sup>. — Pendant toute la durée de son séjour aux Iles Sous-le-vent, M. Stein (Emile, Robert, Henri) agent auxiliaire de 2<sup>e</sup> catégorie, 5<sup>e</sup> degré, est reclassé à la 1<sup>re</sup> catégorie, 2<sup>e</sup> degré. Ses appointements se décomposent comme suit : greffier-notaire auxiliaire 23.520 frs imputables au chap. 4 du budget local - Maître de port 480 frs imputables au chap. 8 du budget local - Surclassement de 3 degrés (affecté aux Iles Sous-le-Vent) 9.000 frs imputables au chap. 4 du budget local.

Art. 2. — La présente décision qui prendra effet pour compter du 27 décembre 1939, date du débarquement à Uturoa (Raiatea) de l'intéressé, sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 12 janvier 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 38 s., affectant M<sup>lle</sup> Bourasset (Paulette), infirmière coloniale stagiaire du cadre général.

(Du 15 janvier 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 19 novembre 1937, portant création d'un cadre général d'infirmières et de sages-femmes coloniales ;

Vu la dépêche ministérielle n° 7717 2/S du 8 novembre 1938 relative au renforcement d'action sanitaire en Océanie, notamment en ce qui concerne la lutte contre la tuberculose et la lèpre ;

Vu la dépêche ministérielle n° 295 C 2/S du 4 novembre 1939, désignant M<sup>lle</sup> Bourasset, infirmière coloniale stagiaire du cadre général, pour servir en Océanie ;

Vu l'arrivée dans la colonie de M<sup>lle</sup> Bourasset ;

Sur la proposition du chef du service de santé,

DÉCIDE :

Article 1<sup>er</sup>. — M<sup>lle</sup> Bourasset (Paulette), infirmière stagiaire du cadre général, est affectée à l'Hôpital de Papeete, pour compter du 8 janvier 1939 et chargée de cours aux élèves-infirmiers et élèves-infirmières.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 15 janvier 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 42 t.p. portant classement des adductions d'eau pour l'année 1940.

(Du 16 janvier 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 25 février 1938 approuvant la délibération des Délégations économiques et financières des Etablissements français de l'Océanie relative aux conditions d'abonnement aux eaux promulgué dans la colonie par arrêté n° 525 c., du 17 mai 1938 et notamment l'article 30 du règlement ;

Sur la proposition du chef du service des travaux publics et l'avis conforme du chef du service d'administration générale et des finances,

ARRÊTE :

Art. 1<sup>er</sup>. — La liste des adductions d'eau auxquelles sera fait application, pour l'année 1940, du tarif prévu au règlement relatif aux conditions d'abonnement aux eaux, est arrêtée comme suit :

1<sup>o</sup> **Tahiti** : Pare (Pirae) - Mahina - Papenoo - Tautira - Afaa-hiti - Papara - Paca - Punaauia.

2<sup>o</sup> **Archipels** : Néant.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 16 janvier 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 43 p. t. t., nommant une commission ayant pour objet de procéder à l'incinération de figurines postales à la recette principale des P.T.T. à Papeete.

(Du 17 janvier 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le radiotélégramme du ministre des colonies, n° 196, du 10 décembre 1939 ;

Vu l'arrêté n° 1207 p.t.t., du 16 décembre 1939 ;

Sur la proposition du chef du service des postes, télégraphes et téléphones,

DÉCIDE :

Article 1<sup>er</sup>. — Une commission composée de :

MM. Crève-Cœur, commis principal hors classe des secrétariats généraux,

Président ;

Marcillac, commis de 1<sup>re</sup> classe de la Trésorerie,

Membre ;

Yeong Atin A-Kim, commis principal hors classe des postes, télégraphes et téléphones,

id.

se réunira sur la convocation de son président à l'effet d'incinérer, en présence du chef de service des postes, télégraphes et téléphones, les figurines postales dont le détail suit :

Dénomination et nombre	Valeur faciale	Valeur postale	Surtaxe	Valeur postale	Surtaxe	Total
Pierre et Marie Curie : 22.653 .....	2 25	1 75	0 50	39.642 75	11.326 50	50.969 25
Révolution : 4.793 .....	0 70	0 45	0 25	2.156 85	1.198 25	3.355 10
4.810 .....	1 »	0 70	0 30	3.367 »	1.443 »	4.810 »
4.918 .....	1 25	0 90	0 35	4.426 20	1.721 30	6.147 50
5.100 .....	2 25	1 25	1 »	6.375 »	5.100 »	11.475 »
5.149 .....	4 25	2 25	2 »	11.585 25	10.298 »	21.883 25
5.180 .....	9 »	5 »	4 »	25.900 »	20.720 »	46.620 »
Total .....	.....	.....	.....	93.433 05	51.807 05	145.260 10

Art. 2. — Le procès-verbal de cette opération sera établi en six exemplaires dont deux seront remis au receveur principal des postes, télégraphes et téléphones pour être joints à sa comptabilité. Il tiendra lieu de décharge pour le montant des sommes énoncées ci-dessus.

Deux exemplaires du procès-verbal seront adressés au ministre des colonies.

Art. 3. — Le chef du service d'administration générale et des finances et le chef du service des postes, télégraphes et téléphones sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée, publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 17 janvier 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 44 a. g. f., modifiant l'arrêté n° 221 a. g. f., du 28 février 1938, admettant M<sup>me</sup> V<sup>e</sup> Sanquer, institutrice de 6<sup>e</sup> classe du service local, à faire valoir ses droits à la retraite.

(Du 17 janvier 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> novembre 1928, modifié par celui du 1<sup>er</sup> mars 1936, portant règlement d'administration publique en vue de l'exécution de l'article 71 de la loi du 14 avril 1934, créant une caisse intercoloniale de retraites ;

Vu l'arrêté n° 221/a. g. f., du 28 février 1938, admettant M<sup>me</sup> V<sup>e</sup> Sanquer, institutrice de 6<sup>e</sup> classe du service local, à faire valoir ses droits à la retraite ;

Vu l'arrêté n° 247 a. g. f., du 11 mars 1939, accordant une avance sur pension à la susnommée ;

Vu la dépêche ministérielle n° 8110, du 30 octobre 1939,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté n° 221/a. g. f., du 28 février 1938 est modifié ainsi qu'il suit :

M<sup>me</sup> V<sup>e</sup> Sanquer, institutrice de 6<sup>e</sup> classe du cadre local de l'enseignement primaire est admise, sur sa demande, à la retraite, pour compter du 7 juin 1938.

Art. 2. — L'arrêté n° 247/a. g. f., du 11 mars 1939 susvisé, est rapporté.

Art. 3. — Le chef du service d'administration générale et des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 17 janvier 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 46 j., fixant la composition du Conseil du Contentieux Administratif des Etablissements français de l'Océanie et désignant le Commissaire du Gouvernement près ledit Conseil.

(Du 18 janvier 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu les décrets des 13 octobre 1932, 4 septembre et 21 décembre 1934, 24 août 1937 concernant le Conseil Privé et le Conseil du Contentieux administratif,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Le Conseil du Contentieux Administratif des Etablissements français de l'Océanie est composé comme suit, pour les années 1940 et 1941 :

MM. Balland, Procureur de la République, Chef du Service Judiciaire, Délégué du Gouverneur, *Président* ;

Ardant, Président du Tribunal supérieur d'Appel, remplaçant le Chef du Service Judiciaire ;

Brunet, Chef du Service d'Administration Générale et des Finances ;

Faugerat, Chef du Service de l'Enregistrement et des Domaines ;

Drouhet, Juge-suppléant près le Tribunal de 1<sup>re</sup> Instance de Papeete.

Art. 2. — M. Mano (Pierre), Chef de la Circonscription de Tahiti et Dépendances, et Chef du Service des Affaires Politiques et Economiques, est désigné pour remplir les fonctions de Commissaire du Gouvernement,

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 18 janvier 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 50 s., fixant la composition de la Commission de réforme militaire des Etablissements français de l'Océanie.

(Du 19 janvier 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la loi du 31 mars 1919, sur les pensions militaires pour infirmités ;

Vu la loi du 2 octobre 1919, portant règlement d'administra-



tion publique pour l'application de la loi du 31 mars 1919 aux colonies ;

Vu l'instruction ministérielle n° 383 (Guerre) du 30 juillet 1920, pour l'application de la loi du 31 mars 1919, sur les pensions militaires pour infirmités et du décret du 20 octobre 1919, portant règlement d'administration publique pour l'application de ladite loi aux colonies ;

Vu la dépêche ministérielle n° 365 C/3 du 30 décembre 1932 sur les expertises médicales ;

Vu la dépêche ministérielle n° 7 du 7 mars 1925, confiant les fonctions de médecin sur expert aux médecins-Chefs des hôpitaux du service général de chaque colonie ;

Vu l'arrêté n° 27 a.g.f., du 10 janvier 1940, réorganisant le centre spécial de réforme et la commission de réforme militaire des Etablissements français de l'Océanie,

#### DÉCIDE :

Article 1<sup>er</sup>. — La composition de la commission de réforme des Etablissements français de l'Océanie est fixée comme suit :

MM. le Médecin-commandant des troupes coloniales

Alain, Chef du Service de Santé, *Président ;*

le Médecin-lieutenant de réserve Rollin, *Membre ;*

le lieutenant Bourcart, des troupes coloniales, —

le lieutenant Senesse, des troupes coloniales, —

Le Capitaine Broche, commandant le bureau de recrutement des Etablissements français de l'Océanie, assistera à la Commission de réforme.

Le Médecin-capitaine de Carton, sera présent aux séances de ladite Commission pour ce qui concerne les hommes de la Marine en Océanie, et le Médecin-lieutenant Mille, pour ce qui concerne les hommes de la Compagnie d'Infanterie coloniale de Tahiti.

Art. 2. — Le Médecin-lieutenant Mille des troupes coloniales, est nommé Médecin expert du centre de réforme des Etablissements français de l'Océanie.

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 19 janvier 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 52 a.g.f., *relatif aux retenues de logement par provision.*

(Du 19 janvier 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 26 mai 1937 portant réglementation du logement et de l'ameublement aux colonies notamment l'article 22 ;

Vu les arrêtés n°s 411 a.g.f., du 25 avril 1939, 507 a.g.f., du 30 mai 1939, 769 a.g.f., du 7 août 1939, prescrivant des retenues de logement et d'ameublement par provision,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Les fonctionnaires dont les noms suivent subiront la retenue annuelle de logement fixée comme ci-après :

N° d'ordre du logement	Nom et prénoms	Résidence	Retenue annuelle du logement	Observations
94	M. Van Bastolaer (Auguste)	Papetoai (Moorea)	720 »	pour compter du 1 <sup>er</sup> juin 1939.
91	M. Stieglitz (Jacques)	Papeete	2.880 »	Bâtiment municipal pour la période du 10 septembre au dernier novembre 1939.

Art. 2. — Sont abrogées : les dispositions de l'arrêté n° 411 a.g.f., du 25 avril 1939 : pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1939 en ce qui concerne M. Simon (Jean) à Uturoa ; pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1940, en ce qui concerne M. Père (Pierre) à Papeete ;

les dispositions de l'arrêté n° 507 a.g.f., du 30 mai 1939, pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1939, en ce qui concerne M. Van Bastolaer (Auguste) à Papetoai (Moorea) ;

les dispositions de l'arrêté n° 769 a.g.f., du 7 août 1939, pour compter du 15 décembre 1939, en ce qui concerne M. Fontana (Robert) à Vaitape (Bora-Bora).

Art. 3. — Le chef du service d'administration générale et des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 19 janvier 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 53 a.g.f., *modifiant l'arrêté n° 915 a.g.f., du 21 septembre 1939, portant admission à la retraite de M. Maston (Marie, François, André).*

(Du 20 janvier 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> novembre 1928 ;

Vu l'arrêté n° 915 a.g.f., du 21 septembre 1939 portant admission à la retraite de M. Maston (Marie, François, André) ;

Vu la dépêche ministérielle n° 8565, du 16 novembre 1939,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté n° 915 a.g.f., du 21 septembre 1939 est modifié ainsi qu'il suit :

M. Maston (Marie, François, André), télégraphiste de 1<sup>re</sup> classe du cadre local des Etablissements français de l'Océanie est admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite pour invalidité, dans les conditions prévues par l'article 17 du décret du 1<sup>er</sup> novembre 1928 pour compter du 21 septembre 1939.

Art. 2. — Le chef du service d'administration générale et des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 20 janvier 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

**DÉCISION n° 54 a.g.f., acceptant la démission du président et des membres du conseil de district de Fakahina.**

(Du 20 janvier 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 22 décembre 1897 portant réorganisation des conseils de district ;

Vu la décision n° 11 a.g.f., du 5 janvier 1940, nommant M. Mahaga (Mahaga, Ioane) président du conseil de district et chargé de la poste à Fakahina, agent auxiliaire du service local de 5<sup>e</sup> catégorie (37<sup>e</sup> degré).

Vu la lettre de démission du 11 octobre 1939, du président et des membres du conseil de district de Fakahina ;

Vu l'avis du chef de circonscription des Tuamotu-Gambier ;

Sur la proposition du chef du service d'administration générale et des finances,

**DÉCIDE :**

Art. 1<sup>er</sup>. — La démission de leurs fonctions, offerte par le président et les membres du conseil de district de Fakahina est acceptée.

Art. 2. — Conformément à l'article 18 de l'arrêté du 22 décembre 1897, le président et les membres du conseil de district resteront en fonctions jusqu'à ce qu'il soit pourvu à leur remplacement.

Art. 3. — Le chef de la circonscription administrative des Tuamotu et Gambier est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Papeete, le 20 janvier 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

**DÉCISION n° 61 t.p., nommant une commission d'évaluation des prix des groupes marins à l'huile lourde et de matériel électrique.**

(Du 24 janvier 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu les 3 cahiers des charges en date du 13 décembre 1939 approuvés le 21 décembre 1939 pour la fourniture de groupes marins et matériel électrique ;

Sur la proposition du chef du service des travaux publics et des mines,

**DÉCIDE :**

Article 1<sup>er</sup>. — Une commission composée de :

MM. Breul, chef du service des travaux publics,	Président ;
Ducorron, Ingénieur,	Membre ;
Souron, ex-chef d'atelier à la C.F.P.O.	—
Lasserre, ingénieur,	—

se réunira sur convocation de son président à l'effet d'examiner les renseignements et prix relatifs à la fourniture de groupes marins à huile lourde et de matériel électrique, objet de 3 cahiers des charges dressés le 13 décembre 1939 et approuvés le 21 décembre 1939.

Art. 2. — La commission dressera procès-verbal de ses opéra-

tions et transmettra au chef de la colonie ses propositions sur le choix du matériel à acquérir.

Art. 3. — En cas de partage de voix, celle du président sera prépondérante.

Art. 4. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 24 janvier 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

**ARRÊTÉ n° 69 c., nommant M. Lanteirès (Jean) en qualité d'interprète auxiliaire près les tribunaux de Papeete.**

(Du 26 janvier 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 36 j., du 12 janvier 1940 agréant provisoirement M. Terorotua (Gustave), instituteur de 2<sup>me</sup> classe du cadre local, en qualité d'interprète auxiliaire près les tribunaux de Papeete.

Vu la circulaire n° 30 c., du 6 janvier 1940 affectant des maîtres de l'enseignement dans les divers services administratifs durant les grandes vacances ;

Vu les nécessités du service ;

Sur la proposition du procureur de la République, chef du service judiciaire,

**ARRÊTE :**

Article 1<sup>er</sup>. — L'arrêté n° 36 j., du 12 janvier 1940 est abrogé.

Art. 2. — M. Lanteirès (Jean), instituteur hors classe du cadre local est agréé provisoirement en qualité d'interprète auxiliaire près les tribunaux de Papeete.

Art. 3. — M. Lanteirès (Jean) prêterait avant son entrée en fonctions le serment prescrit par la loi.

Art. 4. — Le procureur de la République, chef du service judiciaire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 26 janvier 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

**ARRÊTÉ n° 71 a.g.f., modifiant l'arrêté n° 325 s.g., du 3 mai 1934 fixant les détails d'application aux Etablissements français de l'Océanie, du décret du 21 décembre 1911, en ce qui concerne les conditions de commandement, la composition des états-majors et des équipages et l'obligation de se munir d'un rôle d'équipage.**

(Du 26 janvier 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 325 s.g., du 3 mai 1934, fixant les conditions d'application aux Etablissements français de l'Océanie, du décret, du 21 décembre 1911, en ce qui concerne les conditions de commandement, la composition des états-majors et des équipages et l'obligation de se munir d'un rôle d'équipage ;

Vu l'arrêté n° 904 s.g., du 11 décembre 1931, fixant les conditions d'obtention du brevet de patron au bornage pour les marins des îles Tuamotu ;

Vu la lettre du chef de la circonscription administrative des Tuamotu-Gambier et l'avis du fonctionnaire chargé de la police de la navigation ;

Sur le rapport du chef du service d'administration générale et des finances ;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 25 janvier 1940,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Les 2<sup>me</sup> et 3<sup>me</sup> alinéas de l'article 2 de l'arrêté n° 325 s.g., du 3 mai 1934 susvisé, sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

Les petits bâtiments à voiles ou à moteur armés au bornage, pourront être temporairement commandés par un marin non breveté s'il réunit les conditions d'âge et de navigation exigées des candidats au brevet de patron au bornage, par autorisation spéciale du chef de sa circonscription administrative, après examen par le capitaine du navire du service local.

Ces autorisations, délivrées pour une durée d'un an, sont renouvelables par périodes d'égales durées si aucun accident n'a marqué la période antérieure, et résiliables à tout moment pour faute professionnelle ou incompétence notoire.

Art. 2. — L'arrêté n° 904 s.g., du 11 décembre 1931 susvisé est abrogé.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 26 janvier 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

#### ARRÊTÉ n° 72 a.g.f. portant modification à l'organisation intérieure du service du pilotage de Papeete.

(Du 26 janvier 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 497 t.p., du 10 juillet 1931, réglant l'organisation intérieure du service de pilotage de Papeete ;

Sur le rapport du chef du service d'administration générale et des finances ;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 25 janvier 1940,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — L'arrêté susvisé, n° 497 t.p., du 10 juillet 1931, est complété et modifié par les dispositions suivantes.

Art. 2. — Le service du pilotage est assuré par deux pilotes titulaires brevetés du port de Papeete dont l'un prend le titre de premier pilote et l'autre de second pilote.

Art. 3. — Les pilotes titulaires sont nommés par décision, ils perçoivent les appointements annuels suivants, exclusifs de toute indemnité ou avantage quelconque supplémentaire sous quelque dénomination que ce soit, pour travail de jour ou de nuit :

#### Premier pilote :

Après dix ans de service.....	48.000 frs.
Après cinq ans de service.....	42.000 -
Avant cinq ans de service.....	36.000 -

#### Second pilote :

Après dix ans de service.....	33.000 frs.
Après cinq ans de service.....	30.000 -
Avant cinq ans de service.....	27.000 -

Les pilotes en fonction à la date d'application du présent arrêté seront reclassés par les appointements, compte tenu de leur ancienneté qui reste acquise.

Art. 4. — Au point de vue de la retraite, les pilotes titulaires, inscrits maritimes, cotisent à la caisse des invalides de la marine (Loi du 22 juillet 1937).

Ils peuvent, en outre, demander et être admis à cotiser à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, dans les conditions prévues par les articles 45 à 56 de l'arrêté n° 83 a.g.f., du 27 janvier 1939, fixant le statut du personnel auxiliaire, pour la partie de leurs appointements non soumise à retenue au titre de la loi du 22 juillet 1937.

La demande est irrévocable.

Art. 5. — Pour l'exécution du service, il n'est rien changé aux prescriptions des articles 9 à 14 de l'arrêté n° 497 t.p., du 10 juillet 1931, susvisé, sauf à lire : " les pilotes titulaires " partout où il est écrit : " le pilote titulaire " et à se conformer à la réglementation générale de tous les services en ce qui concerne les heures de bureau.

Art. 6. — L'article 19 de l'arrêté n° 497 t.p., du 10 juillet 1931, susvisé, est rapporté.

Art. 7. — Le chef du service d'administration générale et des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1940.

Papeete, le 26 janvier 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

#### ARRÊTÉ n° 73 a.p.e., constituant une association d'intérêt général agricole à Hipu "district d'Iripau" (île Tahaa).

(Du 26 janvier 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 13 décembre 1932, relatif à l'organisation du crédit agricole mutuel dans les établissements français de l'Océanie, ensemble les arrêtés d'application et spécialement, l'arrêté du 13 juillet 1934, déterminant le mode de création et de fonctionnement des associations d'intérêt général agricole ;

Vu la lettre n° 296 g., en date du 16 novembre 1939 du chef de la circonscription des îles sous-le-vent ;

Sur la proposition du chef du service des affaires politiques et économiques ;

Le conseil privé entendu en sa séance du 25 janvier 1940,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Une association d'intérêt général agricole est constituée à Hipu (Iripau-Tahaa), entre les habitants de Hipu qui ont constitué comme suit leur conseil provisoire d'administration :

Tamaehu a Temaouri,	Président ;
Mata a Tehihiria,	Vice-Président ;
Teiho a Tutoi,	Secrétaire-Trésorier ;
Tatuaura a Tehaavihia,	Membre ;
Potua a Ahu,	—
Teheiura a Puaita,	—
Maurirere a Hoioire,	—

Art. 2. — Elle prend le titre d'association générale agricole de Hipu.

Art. 3. — Sa circonscription territoriale comprend le sous-district d'Hipu.

Art. 4. — La durée de l'association est fixée à quinze années à compter du 9 octobre 1939.

Art. 5. — L'association a pour objet: d'entreprendre tous travaux, toutes installations utiles aux agriculteurs du ressort de l'association, de percevoir toute contribution volontaire de ses membres, approuvée par le Gouverneur, de recevoir et répartir, entre tous les producteurs de son ressort, toute prime donnée soit par l'Etat, soit par l'Administration locale.

Il lui est interdit d'effectuer d'autres opérations.

Il lui est interdit de réaliser des bénéfices commerciaux.

Art. 6. — Sont membres de l'association, tous les habitants du district, sans distinction de sexe, âgés de plus de dix-huit ans.

Art. 7. — Le fonctionnement de l'association est réglé par l'arrêté susvisé du 13 juillet 1934.

Art. 8. — Un arrêté ultérieur déterminera, s'il y a lieu, les conditions dans lesquelles seront établies et perçues les taxes destinées à assurer le remboursement des emprunts aux caisses de crédit agricole.

Art. 9. — Le chef de la circonscription administrative des îles-sous-le-vent et le chef du service des affaires politiques et économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 26 janvier 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

Arrêté n° 74 a.p.e.,

(Du 26 janvier 1940.)

Par arrêté du Gouverneur pris en conseil privé, une association d'intérêt général agricole est constituée à Taipiti, (district d'Iripau, île Tahaa), entre les habitants de Taipiti, qui ont constitué comme suit leur conseil provisoire d'administration :

Fanau a Aumeana,	Président ;
Tumatairoa a Tefatau,	Vice-Président ;
Marurai a Taota,	Secrétaire-Trésorier ;
Taihare a Eau,	Membre ;
Tauateruata a Tuamere,	—
Ariiturerere a Tuoraa,	—
Tua a Tanihaa,	—

Elle prend le titre d'association agricole de Taipiti.

Sa circonscription territoriale comprend le sous-district de Taipiti.

Son siège est établi à Taipiti.

La durée de l'association est fixée à quinze années à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1940.

L'association a pour objet: d'entreprendre tous travaux, toutes installations utiles aux agriculteurs du ressort de l'association, de percevoir toute contribution volontaire de ses membres approuvée par le Gouverneur, de recevoir et répartir, entre tous les producteurs de son ressort toute prime donnée soit par l'Etat, soit par l'administration locale.

Il lui est interdit d'effectuer d'autres opérations.

Il lui est interdit de réaliser des bénéfices commerciaux.

Sont membres de l'association tous les habitants du district, sans distinction de sexe, âgés de plus de 18 ans.

Le fonctionnement de l'association est réglé par l'arrêté susvisé du 13 juillet 1934.

Un arrêté ultérieur déterminera, s'il y a lieu, les conditions dans lesquelles seront établies et perçues les taxes destinées à assurer le remboursement des emprunts aux caisses de crédit agricole.

Le chef de la circonscription administrative des îles sous-le-vent et le chef du service des affaires politiques et économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

CHASTENET DE GÉRY.

Arrêté n° 75 a.p.e.,

(Du 26 janvier 1940.)

Par arrêté du Gouverneur pris en conseil privé, une association d'intérêt général agricole est constituée à Patio (district d'Iripau) île Tahaa, entre les habitants de Patio qui ont constitué comme suit leur conseil provisoire d'administration :

Taatanape a Tinorua,	Président ;
Narai a Manea,	Vice-président ;
Teihotu a Temauri,	Trésorier ;
Tarai a Teyaeurai,	Secrétaire ;
Daau a Temauri,	Membre ;
Teupoonui a Arutahi,	—
Tetuaauaura a Tinaï,	—
Tuteraiponi a Temauri,	—

Elle prend le titre d'association générale agricole de Patio. Sa circonscription territoriale comprend le sous-district de Patio.

Son siège est établi à Patio.

La durée de l'association est fixée à quinze années à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1940.

L'association a pour objet: d'entreprendre tous travaux, toutes installations utiles aux agriculteurs du ressort de l'association, de percevoir toute contribution volontaire de ses membres approuvée par le Gouverneur, de recevoir et répartir, entre tous les producteurs de son ressort toute prime donnée soit par l'Etat, soit par l'administration locale.

Il lui est interdit d'effectuer d'autres opérations.

Il lui est interdit de réaliser des bénéfices commerciaux.

Sont membres de l'association, tous les habitants du district, sans distinction de sexe, âgés de plus de 18 ans.

Le fonctionnement de l'association est réglé par l'arrêté susvisé du 13 juillet 1934.

Un arrêté ultérieur déterminera, s'il y a lieu, les conditions dans lesquelles seront établies et perçues les taxes destinées à assurer le remboursement des emprunts aux caisses de crédit agricole.

Le chef de la circonscription administrative des îles sous-le-vent et le chef du service des affaires politiques et économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

CHASTENET DE GÉRY.

Arrêté n° 76 a.p.e.,

(Du 26 janvier 1940.)

Par arrêté du Gouverneur pris en conseil privé, une association d'intérêt général agricole est constituée à Pahure (district de Iripau, île Tahaa), entre les habitants de Pahure, qui ont constitué comme suit leur conseil provisoire d'administration :

Puura a Tinorua,	Président ;
Matahuira a Tanuea,	Vice-président ;
Teheura a Teriipaia,	Secrétaire-trésorier ;
Peni a Taitapu,	Membre ;
Urutua a Punu,	—
Taiahu a Teuira,	—
Tutetooarai a Teiho,	—

Elle prend le titre d'association générale agricole de Pahure.

Sa circonscription territoriale comprend le district de Pahure. Son siège est établi à Pahure.

La durée de l'association est fixée à quinze années à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1940.

L'association a pour objet : d'entreprendre tous travaux, toutes installations utiles aux agriculteurs du ressort de l'association, de percevoir toute contribution volontaire de ses membres approuvée par le Gouverneur, de recevoir et répartir, entre tous les producteurs de son ressort toute prime donnée soit par l'Etat, soit par l'administration locale.

Il lui est interdit d'effectuer d'autres opérations.

Il lui est interdit de réaliser des bénéfices commerciaux.

Sont membres de l'association, tous les habitants du district, sans distinction de sexe, âgés de plus de 18 ans.

Le fonctionnement de l'association est réglé par l'arrêté susvisé du 13 juillet 1934.

Un arrêté ultérieur déterminera, s'il y lieu, les conditions dans lesquelles seront établies et perçues les taxes destinées à assurer le remboursement des emprunts aux caisses de crédit agricole.

Le chef de la circonscription administrative des îles sous-le-vent et le chef du service des affaires politiques et économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 77 a.p.e., abrogeant les arrêtés n°s 731 s.g., du 1<sup>er</sup> décembre 1930, 574 a.g.f., du 13 juin 1936, 729 a.p.e., du 1<sup>er</sup> juillet 1938 et fixant à nouveau le montant des sommes à consigner pour frais de rapatriement éventuel par les voyageurs débarquant dans les établissements français de l'Océanie, ainsi que les modalités de versement et de remboursement desdites sommes.

(Du 26 janvier 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 27 avril 1939, abrogeant les décrets du 6 avril 1930, et du 13 septembre 1936 et réglementant à nouveau les conditions d'admission des français et étrangers dans les établissements français de l'Océanie et notamment les articles 5, 8 et 13 ;

Vu l'arrêté n° 729 a.p.e., modifiant les arrêtés 731 s.g., du 1<sup>er</sup> décembre 1930 et 574 a.g.f., du 13 juin 1936, et fixant les som-

mes à consigner pour frais de rapatriement éventuel, par les voyageurs débarquant dans la colonie ainsi que les modalités de versement et de remboursement desdites sommes ;

Sur la proposition du chef du service des affaires politiques et économiques, après avis du trésorier-payeur ;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 25 janvier 1940,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Sont abrogés les arrêtés 731 s.g., du 1<sup>er</sup> décembre 1930, 574 a.g.f., du 13 juin 1936 et 729 a.p.e., du 1<sup>er</sup> juillet 1938.

Art. 2. — Le tarif des sommes à consigner pour frais de rapatriement éventuel, par les français et étrangers débarquant dans les établissements français de l'Océanie, non détenteurs d'un billet de retour ou pour une destination au-delà de Tahiti, est établi par provenance ainsi qu'il suit, conformément aux dispositions des articles 5 et 8 du décret susvisé du 27 avril 1939 :

France (y compris l'Algérie)	6.000 »
Europe	7.000 »
Madère	6.000 »
Antilles	4.500 »
Colon	4.000 »
Fiji	3.000 »
Nouvelles Hébrides	3.000 »
Nouvelle Calédonie	3.000 »
Etats-Unis d'Amérique	7.000 »
Canada	8.000 »
Rarotonga - direct -	1.500 »
— - via Nlle Zélande	5.000 »
Nouvelle-Zélande	4.000 »
Australie	5.000 »
Chine (Hong Kong)	6.000 »
Honolulu	7.000 »
Autres contrées	9.000 »

Pour les enfants au-dessous de 12 ans, les sommes ci-dessus seront réduites de moitié.

Art. 3. — Le montant des sommes consignées tant par les chefs de service dans les ports du Havre, de Nantes, de Bordeaux et de Marseille, que par les autorités des navires, sera versé à la caisse des dépôts et consignations par l'intermédiaire du comptable de l'immigration à Papeete, et portera intérêt dans les conditions réglementaires.

Toutefois ces sommes ne feront l'objet d'un versement à ladite caisse que si les intéressés ont déclaré à leur débarquement vouloir séjourner dans la colonie pour une durée de plus de six mois.

Art. 4. — Sur la demande de chaque intéressé, appuyée du récépissé qui lui aura été remis au moment du dépôt, la somme consignée augmentée des intérêts sera remise à l'agent de la compagnie de transport désignée par lui pour servir au paiement du billet de passage qu'il se fera délivrer.

Cette opération sera constatée par le comptable de l'immigration et main-levée du dépôt sera donnée par le Gouverneur ou son délégué.

Art. 5. — Ces mêmes sommes pourront être remboursées directement aux voyageurs dans le cas où ceux-ci, autorisés à prolonger leur séjour dans la colonie, qu'ils aient été admis au titre d'immigrant ou de non-immigrant réuniraient l'une des conditions suivantes, en plus de la production du récépissé visé à l'article 4 ci-dessus et de leur permis de résidence :

1<sup>o</sup> présentation d'une caution solvable agréée par l'administration garantissant tous frais éventuels de rapatriement des intéressés ;

2<sup>e</sup> inscription au profit du service local d'une hypothèque de 1<sup>er</sup> rang sur un immeuble accepté en garantie par l'administration.

Quand il y aura remboursement de cautionnement, main-léevée sera donnée par le Gouverneur ou son délégué des sommes déposées à la caisse des dépôts, et consignations.

Toute demande de remboursement de cautionnement devra être formulée par écrit avec indication de la date du retrait.

Art. 6. — Le remboursement d'un billet de retour ou d'un billet pour une destination au delà de la colonie ne pourra être autorisé que sur présentation d'un récépissé du trésor constatant le versement du montant du cautionnement pour frais de rapatriement éventuel ou d'une caution solvable agréée ou encore d'une hypothèque de 1<sup>er</sup> rang sur un immeuble accepté par l'Administration.

Art. 7. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 26 janvier 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 78 co., portant annulation d'une liquidation émise au titre de la taxe sur les armes (permis de chasse), année 1939, pour une somme de cinquante francs.

(Du 26 janvier 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 397 c., du 21 avril 1939 promulguant le décret du 7 avril 1939 portant approbation d'une délibération de la commission permanente des délégations économiques et financières en date du 23 janvier 1939 relative au mode d'application du décret du 9 mai 1938 fixant le régime des armes et munitions dans les Établissements français de l'Océanie, suivi de la délibération susvisée;

Vu l'arrêté n° 67 du 22 janvier 1932 portant règlement de la liquidation et du recouvrement des impôts indirects autres que les droits de douane et octroi de mer;

Vu le rapport du chef du service des contributions;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 25 janvier 1940,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est annulée, comme indûment imposée, la liquidation n° 351 - Parker John à Tautira - faisant double emploi avec la liquidation n° 234 - Parker John Moore à Teahupoo, soit :

Permis de chasse - année 1939 - 50 fr.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 26 janvier 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 79 co., rendant exécutoires des rôles de régularisation de l'impôt des routes, des patentes fixes et proportionnelles de la taxe sur les chiens, du droit fixe et du droit supplémentaire sur les Asiatiques pour les années 1936, 1937, 1938 et 1939 de la perception des Tuamotu.

(Du 26 janvier 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté du 16 février 1881 sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes;

Vu l'arrêté n° 108 c., du 29 janvier 1936 promulguant dans la colonie le décret du 4 décembre 1935 instituant un impôt dit des routes en remplacement de l'impôt de la prestation rurale;

Vu les arrêtés 1050 a.g.f., 1259 a.g.f., 1447 a.g.f. et 2171 a.g.f., des 28 novembre 1935, 29 décembre 1936, 28 décembre 1937 et 20 décembre 1938 approuvant le tarif des taxes locales pour les années 1936, 1937, 1938 et 1939;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 25 janvier 1940,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Sont rendus exécutoires les rôles de régularisation de la perception des Tuamotu pour les années 1936, 1937, 1938 et 1939 s'élevant à la somme de *seize mille sept cent soixante quatre francs dix centimes*, savoir :

#### PERCEPTION DES TUAMOTU.

(Perceptions effectuées à Papeete).

##### a) Rôle de régularisation Ex. 1936.

Patentes fixes.....	120 »
Patentes proportionnelles.....	100 »
Formules et avis.....	5 25
Total de l'exercice 1936.....	225 25

##### b) Rôle de régularisation Ex. 1937.

Patentes fixes.....	237 50
Patentes proportionnelles.....	150 »
Formules et avis.....	26 25
Total de l'exercice 1937.....	413 75

##### c) Rôle de régularisation Ex. 1938.

Impôt des routes.....	2.059 »
Patentes fixes.....	1.730 »
Patentes proportionnelles.....	843 33
Taxe sur les chiens.....	90 »
Droit fixe.....	160 »
Droit supplémentaire.....	2.410 »
Formules et avis.....	121 25
Total de l'exercice 1938.....	7.404 60

##### d) Rôle de régularisation Ex. 1939.

Impôt des routes.....	3 000 »
Patentes fixes.....	1.640 »
Patentes proportionnelles.....	810 »
Taxe sur les chiens.....	180 »
Droit fixe.....	140 »
Droit supplémentaire.....	2.860 »
Formules et avis.....	90 50
Total de l'exercice 1939.....	8.720 50
Total général.....	16.764 40

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 26 janvier 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 80 co., rendant exécutoires des rôles principaux, supplémentaires et de régularisation de l'impôt des routes, des patentes fixes et proportionnelles, de la taxe additionnelle du 10 % C.C., de la taxe sur les voitures, de la taxe sur les chiens, de la taxe sur les armes, du droit fixe et du droit supplémentaire sur les Asiatiques pour les années 1934, 1935, 1936, 1937, 1938 et 1939.

(Du 26 janvier 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 16 février 1881 sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes ;

Vu l'arrêté n° 108 c. du 29 janvier 1936 promulguant dans la Colonie le décret du 4 décembre 1935, instituant un impôt dit des routes en remplacement de l'impôt de la prestation rurale ;

Vu l'arrêté n° 397 c. du 21 avril 1939 promulguant dans la Colonie le décret du 7 avril 1939 portant approbation d'une délibération de la commission permanente des délégations économiques et financières en date du 23 janvier 1939 relative au mode d'application du décret du 9 mai 1938 fixant le régime des armes et munitions dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu les arrêtés 779 s.g., 167 a.g.f., 1050 a.g.f., 1259 a.g.f., 1447 a.g.f. et 2171 a.g.f. des 6 décembre 1933, 2 mars 1935, 28 novembre 1935, 29 décembre 1936, 28 décembre 1937 et 20 décembre 1938 approuvant le tarif des taxes locales pour les années 1934, 1935, 1936, 1937, 1938 et 1939 ;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 25 janvier 1940,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Sont rendus exécutoires les rôles principaux, supplémentaires et de régularisation pour les années 1934, 1935, 1936, 1937, 1938 et 1939 s'élevant à la somme de : *Cent mille cent soixante et un francs vingt cinq centimes*, savoir :

PERCEPTION DES TUAMOTU.

*Rôle de régularisation Ex. 1934.*

District de Makemo.

Taxe sur les chiens.....	15 »	
Avis.....	0 25	
Total de la perception des Tuamotu ex. 1934.....		15 25

PERCEPTION DES TUAMOTU.

*Rôle de régularisation Ex. 1935.*

District de Makemo.

Taxe sur les chiens.....	30 »	
Avis.....	0 50	
Total de la perception des Tuamotu ex. 1935.....		30 50

PERCEPTION DES TUAMOTU.

*Rôle de régularisation Ex. 1936.*

District de Makemo.

Impôt des routes.....	50 »	
Taxe sur les chiens.....	60 »	
Avis.....	1 25	
		111 25

District de Fakahina.

Impôt des routes.....	50 »	
		50 »
Total de la perception des Tuamotu ex. 1936.....		161 25

PERCEPTION DES TUAMOTU.

*Rôle de régularisation Ex. 1937.*

District de Raroia.

Taxe sur les chiens.....	225 »	
Avis.....	3 75	
		228 75

District de Fakahina.

Impôt des routes.....	100 »	
Taxe sur les chiens.....	15 »	
Avis.....	0 75	
		115 75

District de Pukapuka.

Taxe sur les chiens.....	30 »	
Avis.....	0 50	
		30 50

District de Manihi-Ahe.

Taxe sur les chiens.....	15 »	
Avis.....	0 25	
		15 25

District de Fakarava.

Impôt des routes.....	150 »	
Taxe sur les chiens.....	15 »	
Avis.....	1 »	
		166 »

District de Makemo.

Impôt des routes.....	200 »	
Taxe sur les chiens.....	105 »	
Avis.....	2 75	
		307 75

District de Kauehi.

Patentes fixes.....	12 50	
Patentes proportionnelles.....	10 »	
Formules et avis.....	5 25	
		27 75

District de Fangatau.

Patentes fixes.....	195 »	
Patentes proportionnelles.....	160 »	
Formules et avis.....	40 50	
		365 50

Total de la perception des Tuamotu ex. 1937..... 1.257 25

PERCEPTION DE PAPEETE

*Rôle supplémentaire Ex 1938.*

Patentes fixes.....	150 »	
Patentes proportionnelles.....	1.440 »	
Taxe additionnelle 10 % C. C. ....	159 »	
Droit fixe.....	520 »	
Droit supplémentaire.....	120 »	
Formules et avis.....	5 50	
		2.394 50

Total de la perception de Papeete ex. 1938..... 2.394 50

PERCEPTION DES TUAMOTU.

*Rôle de régularisation Ex. 1938.*

District de Napuka-Tepoto.

Impôt des routes.....	2.400 »	
Patentes fixes.....	360 »	
Patentes proportionnelles.....	300 »	
Droit fixe.....	20 »	
Droit supplémentaire.....	600 »	
Formules et avis.....	27 75	
		3.707 75



## District de Makemo.

Impôt des routes.....	2 700 »	
Patentes fixes.....	205 »	
Patentes proportionnelles.....	470 »	
Taxe sur les chiens.....	150 »	
Droit fixe.....	40 »	
Droit supplémentaire.....	900 »	
Formules et avis.....	33 75	
		4.198 75

## District de Katiu.

Impôt des routes.....	650 »	
Taxe sur les chiens.....	45 »	
Avis.....	4 »	
		699 »

## District de Kauehi.

Impôt des routes.....	1.450 »	
Patentes fixes.....	87 50	
Patentes proportionnelles.....	70 »	
Taxe sur les chiens.....	315 »	
Droit fixe.....	20 »	
Formules et avis.....	48 25	
		1.990 75

## District de Raroia.

Impôt des routes.....	1.300 »	
Patentes fixes.....	425 »	
Patentes proportionnelles.....	160 »	
Taxe sur les chiens.....	120 »	
Droit fixe.....	40 »	
Droit supplémentaire.....	560 »	
Formules et avis.....	40 »	
		2.645 »

## District de Fangatau.

Impôt des routes.....	1.900 »	
Patentes fixes.....	125 »	
Patentes proportionnelles.....	100 »	
Taxe sur les chiens.....	150 »	
Formules et avis.....	43 50	
		2.318 50

## District de Fakahina.

Impôt des routes.....	1.950 »	
Patentes fixes.....	585 »	
Patentes proportionnelles.....	700 »	
Taxe sur les chiens.....	30 »	
Droit fixe.....	140 »	
Droit supplémentaire.....	2.100 »	
Formules et avis.....	41 75	
		5.546 75

## District de Pukapuka.

Impôt des routes.....	1.450 »	
Patentes fixes.....	390 »	
Patentes proportionnelles.....	200 »	
Taxe sur les chiens.....	150 »	
Droit fixe.....	40 »	
Droit supplémentaire.....	1.402 50	
Formules et avis.....	30 75	
		3.663 25

## District de Takaroa.

Impôt des routes.....	2.350 »	
Patentes fixes.....	642 50	
Patentes proportionnelles.....	510 »	
Taxe sur les chiens.....	75 »	
Droit fixe.....	80 »	
Droit supplémentaire.....	1.820 »	
Formules et avis.....	76 »	
		5.553 50

## District de Manihi-Ahe.

Impôt des routes.....	2 350 »	
Patentes fixes.....	214 50	
Patentes proportionnelles.....	150 »	
Taxe sur les chiens.....	75 »	
Droit fixe.....	20 »	
Droit supplémentaire.....	660 »	
Formules et avis.....	29 25	
		3.498 75

## District de Fakarava.

Impôt des routes.....	2.950 »	
Patentes fixes.....	830 »	
Patentes proportionnelles.....	200 »	
Taxe sur les chiens.....	255 »	
Droit fixe.....	20 »	
Droit supplémentaire.....	840 »	
Formules et avis.....	61 »	
		5.156 »

## District de Tikahau.

Impôt des routes.....	400 »	
Avis.....	0 50	
		400 50

## District de Rangiroa.

Impôt des routes.....	250 »	
Avis.....	1 25	
		251 25

## District de Vahitahi.

Patentes fixes.....	827 50	
Patentes proportionnelles.....	300 »	
Taxe sur les chiens.....	225 »	
Droit fixe.....	40 »	
Droit supplémentaire.....	1.200 »	
Formules et avis.....	165 25	
		2.757 75

Total de la perception des Tuamotu ex. 1938..... 42.087 50

## COMMUNE DE PAPEETE.

Rôle supplémentaire du 4<sup>m</sup>e trimestre 1939.

Taxe sur les chiens.....	620 »	
Avis.....	2 75	

Total de la perception de la Commune de Papeete ex. 1939. 622 75

## PERCEPTION DE PAPEETE.

Rôle supplémentaire 4<sup>m</sup>e trimestre 1939.

Taxe sur les armes.....	225 »	
Avis.....	3 75	

Total de la perception de Papeete ex. 1939..... 228 75

## PERCEPTION DE ATUONA.

## Rôle principal Ex. 1939.

Patentes fixes.....	5.440 »	
Patentes proportionnelles.....	4.266 »	
Taxe sur les voitures.....	40 »	
Droit fixe.....	440 »	
Droit supplémentaire.....	5.280 »	
Formules et avis.....	245 50	

15.711 50

*Rôle supplémentaire 1<sup>er</sup> semestre 1939.*

Impôt des routes.....	50 »
Patentes fixes.....	30 »
Taxe sur les chiens.....	105 »
Formules et avis.....	7 25
	<u>192 25</u>

Total de la perception de Atuona ex. 1939..... 13.903 75

## PERCEPTION DES TUAMOTU.

*Rôle de régularisation Ex. 1939.*

## District de Rangiroa.

Impôt des routes.....	200 »
Patentes fixes.....	75 »
Patentes proportionnelles.....	60 »
Taxe sur les chiens.....	15 »
Formules et avis.....	6 50
	<u>356 50</u>

## District de Kauehi.

Impôt des routes.....	1.200 »
Taxe sur les chiens.....	195 »
Formules et avis.....	8 75
	<u>1.403 75</u>

## District de Raroia.

Impôt des routes.....	1.450 »
Patentes fixes.....	362 50
Patentes proportionnelles.....	210 »
Taxe sur les chiens.....	30 »
Droit fixe.....	40 »
Droit supplémentaire.....	650 »
Formules et avis.....	22 »
	<u>2.464 50</u>

## District de Fangatau.

Impôt des routes.....	1.700 »
Taxe sur les chiens.....	195 »
Avis.....	11 75
	<u>1.906 75</u>

## District de Fakahina.

Impôt des routes.....	1.950 »
Patentes fixes.....	675 »
Patentes proportionnelles.....	760 »
Taxe sur les chiens.....	105 »
Droit fixe.....	140 »
Droit supplémentaire.....	2.100 »
Formule et avis.....	43 »
	<u>5.773 »</u>

## District de Pukapuka.

Impôt des routes.....	1.650 »
Patentes fixes.....	295 »
Patentes proportionnelles.....	200 »
Taxe sur les chiens.....	345 »
Droit fixe.....	30 »
Droit supplémentaire.....	1.320 »
Formules et avis.....	29 75
	<u>3.879 75</u>

## District de Napuka-Tepoto.

Impôt des routes.....	2.650 »
Patentes fixes.....	570 »
Patentes proportionnelles.....	400 »
Taxe sur les chiens.....	165 »
Droit fixe.....	20 »
Droit supplémentaire.....	600 »
Formules et avis.....	36 25
	<u>4.441 25</u>

## District de Takaraoa.

Impôt des routes.....	3.300 »
Patentes fixes.....	1.305 »
Patentes proportionnelles.....	798 »
Taxe sur les chiens.....	435 »
Droit fixe.....	60 »
Droit supplémentaire.....	2.040 »
Formules et avis.....	92 »
	<u>8.030 »</u>

## District de Manihi-Ahe.

Impôt des routes.....	1.900 »
Patentes fixes.....	50 »
Patentes proportionnelles.....	40 »
Taxe sur les chiens.....	90 »
Droit fixe.....	20 »
Droit supplémentaire.....	140 »
Formules et avis.....	16 25
	<u>2.256 25</u>

## District de Fakarava.

Impôt des routes.....	1.750 »
Patentes fixes.....	345 »
Patentes proportionnelles.....	100 »
Taxe sur les chiens.....	255 »
Formules et avis.....	28 75
	<u>2.478 75</u>

## District de Katiu.

Impôt des routes.....	650 »
Taxe sur les chiens.....	15 »
Avis.....	3 50
	<u>668 50</u>

## District de Makemo.

Impôt des routes.....	2.700 »
Patentes fixes.....	150 »
Patentes proportionnelles.....	100 »
Taxe sur les chiens.....	60 »
Droit fixe.....	20 »
Droit supplémentaire.....	600 »
Formules et avis.....	19 75
	<u>3 649 75</u>

## District de Tikahau.

Impôt des routes.....	100 »
Patentes fixes.....	25 »
Patentes proportionnelles.....	20 »
Formules et avis.....	6 »
	<u>151 »</u>

Total de la perception des Tuamotu Ex. 1939..... 37.459 75

Total..... 100.161 25

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 26 janvier 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 81 d., portant remboursement de la somme de: quarante et un mille quarante trois francs cinquante centimes, au profit de la compagnie française des phosphates de l'Océanie.

(Du 26 janvier 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du 20 juillet 1932 réglementant le service des douanes dans les Établissements français de l'Océanie ;

Vu le décret du 30 novembre 1937 relatif au régime douanier de certains combustibles importés dans les Établissements français de l'Océanie ;

Vu le rapport du chef du service des douanes ;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 25 janvier 1940,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est autorisé le remboursement direct ou par réduction des liquidations en cours au profit de la C.F.P.O. de la somme de : *quarante et un mille quarante trois francs cinquante centimes*, représentant les droits de douane perçus par le trésor sur de l'huile lourde de pétrole (fuel oil) réexportée pendant le 4<sup>me</sup> trimestre 1939 :

Droits de douane : 41.043 fr.50.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué pour exécution et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 26 janvier 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 82 d., portant remboursement de la somme de : *mille quatre vingt douze francs vingt six centimes*.

Du 26 janvier 1940

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu le décret du 20 juillet 1932 réglementant le service des douanes dans les Établissements français de l'Océanie ;

Vu le rapport du chef du service des douanes ;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 25 janvier 1940,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>. — Est autorisé le remboursement au service des échanges commerciaux et du ravitaillement de la somme de : *mille quatre vingt douze francs vingt six centimes* représentant des droits indument perçus par le trésor au titre de taxe à l'exportation :

Taxe à l'exportation (1 % *ad valorem*) 1.092 fr.26

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué pour exécution et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 26 janvier 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 84 a.p.e., retirant au sieur *Rotbard (André)*, ressortissant polonais l'extrait du registre d'immatriculation dont il est titulaire.

(Du 26 janvier 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 27 avril 1939 réglementant l'admission et le séjour des Français et des Étrangers dans les Établissements français de l'Océanie, notamment l'art. 16 ;

Considérant l'attitude incorrecte du sieur *Rotbard (André)*, de nationalité polonaise et les propos déplacés de cet étranger, qui ont d'ailleurs fait l'objet d'une condamnation prononcée par le tribunal correctionnel, à la date du 30 octobre 1939 ;

Considérant d'autre part que l'intéressé est titulaire d'un passeport dont la durée de validité de visa est maintenant expirée ;

Sur le rapport du chef du service de la sûreté et la proposition du chef du service des affaires politiques et économiques,

#### DÉCIDE :

Article 1<sup>er</sup>. — Conformément aux dispositions de l'article 16 du décret du 27 avril 1939 susvisé l'extrait du registre d'immatriculation valant permis de séjour, délivré au nommé *Rotbard (André)*, ressortissant polonais, après son arrivée dans la colonie, le 13 août 1939, est purement et simplement retiré.

En conséquence l'intéressé devra quitter le territoire des Établissements français de l'Océanie avant le 29 février 1940.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 26 janvier 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 85 c., portant désignation de certains membres du Comité des Sports, de l'Instruction Physique et de la Préparation Militaire pour 1940.

(Du 26 janvier 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 1937 instituant dans les Établissements français de l'Océanie un Comité des Sports, de l'Instruction Physique et de la Préparation Militaire,

#### DÉCIDE :

Article 1<sup>er</sup>. — Sont nommés membres du Comité des Sports, de l'Instruction Physique et de la Préparation Militaire pour l'année 1940 au titre de représentants des Sociétés sportives :

MM. Frogier (Pierre), Président de l'Association Sportive Fei Pi ;

Buillard (Anthelme), Président de l'Association Sportive des Jeunes Tahitiens ;

Poroï (Alfred), Président de la Société Vaiete.

Art. 2. — Sont nommés membres du Comité des Sports, de l'Instruction Physique et de la Préparation Militaire pour l'année 1940 au titre de conseillers techniques :

MM. Laguesse (Emile) ;

Iorss (Martial) ;

Billioque, Enseigne de Vaisseau.

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 26 janvier 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ADDITIFS aux décisions nos 1093, 1094 et 1095 c., du 17 novembre 1939 publiées au *Journal officiel* du 30 novembre 1939, pages 537 et 538.

*Décision 1093 c., article 1<sup>er</sup>, page 537.*

APRÈS : M. Tehabe (Taranaia) domicilié à Raivavae, Iles Australes ;

AJOUTER : célibataire.

*Décision 1094 c., article 1<sup>er</sup>, page 538.*

APRÈS : M. Tamaititahio (Teriaitahiti) domicilié à Raivavae, Iles Australes ;

AJOUTER : marié.

*Décision n° 1095 c., article 1<sup>er</sup>, page 538.*

APRÈS : M. Tahuhuterani (Mauritara) domicilié à Tubuai, Iles Australes ;

AJOUTER : marié.

RECTIFICATIF à l'arrêté n° 327 a. g. f., du 6 avril 1939. — *J. O. du 15 janvier 1940, page 10, 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> colonne.*

a) Première colonne :

Après la dernière ligne des considérants ajouter :  
Vu la dépêche ministérielle n° 1397 du 12 juin 1939.

b) Deuxième colonne :

*Tarif des frais de déplacement et de transport*  
Pour la 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> colonne (indemnité journalière de déplacement).

Voir le rectificatif ci-après :

### Tarif des frais de déplacement et de transport

(Arrêté n° 327 a. g. f. du 6 avril 1939).

Désignation des catégories du personnel	Indemnité kilométrique de transport par automobile	Indemnité journalière de déplacement					
		Entière		Partielle			
		Correspondant à une absence de plus de 18 heures jusqu'à 24 h.		N° 1 Correspondant à une absence de plus de 12 heures jusqu'à 18 h.		N° 2 Correspondant à une absence de plus de 6 h. jusqu'à 12 h.	
		Chef de famille	Célibataire	Chef de famille	Célibataire	Chef de famille	Célibataire
1 <sup>re</sup> catégorie A.....	2 f.	81 f.	73 f.	54 f.	49 f.	27 f.	23 f.
— B.....	2 »	72 »	65 »	48 »	44 »	24 »	22 »
2 <sup>me</sup> —.....	1 95	60 »	54 »	40 »	36 »	20 »	18 »
3 <sup>me</sup> —.....	1 90	48 »	44 »	32 »	29 »	16 »	14 »
4 <sup>me</sup> —.....	1 85	36 »	33 »	24 »	22 »	12 »	11 »
5 <sup>me</sup> —.....	1 80	27 »	24 »	18 »	16 »	9 »	8 »
6 <sup>me</sup> —.....	1 75	24 »	22 »	16 »	14 »	8 »	7 »
Membre non fonctionnaire ou non militaire et non rémunéré sur les fonds du budget local des Délégations Economiques et Financières, commissions, comités, etc... se déplaçant sur convocation et pour le service.....	1 95	60 »	54 »	40 »	36 »	20 »	18 »

c) 2<sup>e</sup> colonne - Date de l'arrêté. — Au lieu de : 4 avril 1939 ; lire : 6 avril 1939.

### RECTIFICATIFS

à la décision n° 1203 a. g. f. du 12 décembre 1939, *journal officiel* du 15 décembre 1939, page 596 :

AU LIEU DE : 12 novembre 1939 ;

LIRE : 12 décembre 1939.

à l'arrêté n° 1279 a. g. f. du 29 décembre 1939, *journal officiel* du 15 janvier 1940, page 19 :

AU LIEU DE : le conseil privé entendu dans sa séance du 28 novembre 1939 ;

LIRE : le conseil privé entendu dans sa séance du 28 décembre 1939.

### EXTRAITS

**Pensions, nominations, mutations, congés, etc.**

#### CABINET.

1. — Par décision n° 51 du 19 janvier 1940. — Par voie de régularisation, M. Tehio a Paerai est nommé gardien de phare

de Makemo (Tuamotu) aux appointements annuels de 384 francs, pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1937.

Pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1939, M. Tehio a Paerai, demeurant à Makemo, célibataire, est nommé agent auxiliaire du service local de 5<sup>e</sup> catégorie chargé des fonctions de gardien de phare de Makemo, aux appointements annuels du 43<sup>e</sup> degré imputables au chapitre 11.

2. — Par décision n° 67 du 25 janvier 1940. — Pour compter du 10 janvier 1940, M. Leua a Tamata, demeurant à Ahurei, Rapa, marié, est nommé agent auxiliaire du service local de 5<sup>e</sup> catégorie aux appointements annuels du 38<sup>e</sup> degré, imputables au chapitre 4 du budget local.

M. Leua a Tamata est affecté à la circonscription administrative des Iles Australes et chargé des fonctions d'agent de police du district d'Ahurei (Rapa).

3. — Par décision n° 70 du 26 janvier 1940. — Une gratification de mille francs (1.000 frs) imputable au budget local, exercice 1939, est accordée à M. Deschamps de Verneix, agent auxiliaire du service local, pour le dévouement dont il a fait preuve

au cours de son séjour à l'île Rapa, notamment pour les soins donnés aux malades et hansenien, la tenue de l'état civil et le concours apporté aux indigènes par ses conseils.

\* \* \*

#### CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE.

1. — *Par décision n° 37 du 15 janvier 1940.* — La démission présentée par M. Tinirau a Taumihau, agent de 5<sup>e</sup> catégorie, chargé des fonctions d'agent de police du district de Avera, île Rurutu, îles Australes, est acceptée, pour compter du jour de la notification de la présente décision.

2. — *Par décision n° 39 du 15 janvier 1940* — Sont nommés, pour compter de la date de prise de service, les agents auxiliaires ci-après désignés :

M. Ah Scha (Joseph) demeurant à Houmi, Marquises nord, marié, est nommé agent auxiliaire du service local de 5<sup>e</sup> catégorie aux appointements annuels du 38<sup>e</sup> degré, soit : agent de police

de Taipivai, Houmi, 1440 francs imputables au chapitre 4 du budget local ;

M. Tekoluououmu Teikihaa, demeurant à Akapa, Marquises nord, est nommé agent auxiliaire du service local de 5<sup>e</sup> catégorie, aux appointements annuels du 38<sup>e</sup> degré, soit : agent de police à Hatihen, Akapa et Anaho, 1440 francs imputables au chapitre 4 du budget local.

3. — *Par décision n° 60 du 23 janvier 1940.* — Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1939, M. Boruta, L. (en religion père Stanislas) est chargé dans les îles Tuamotu, administrativement rattachées aux Gambier, de diriger l'enseignement dans les écoles fonctionnant sous le contrôle de l'administration et dont l'ouverture est autorisée dans les districts de Reao, Tatakoto et Vahitahi.

Il percevra les appointements annuels de deux mille quatre cents francs (2.400 frs).

#### AVIS OFFICIELS

#### EXTRAIT des ordonnances de mise sous séquestre des biens ennemis.

(Application du décret du 1<sup>er</sup> septembre 1939.)

#### Tribunal supérieur d'appel des Etablissements français de l'Océanie.

#### TRIBUNAL DE PAPEETE

Date de la décision rendue	Nom, profession, adresse	Nature des établissements industriels, commerce ou agricole	Nature et situation des biens sous séquestre	Nom, qualité, adresse de l'Administrateur-séquestre
20 septembre 1939.	Thieme Kurt, agriculteur, Ile Moorea.		Compte en banque - Meubles divers.	M. Georges Lagarde, ancien chef du service des contributions, Papeete.
20 septembre 1939.	Winkelstroeter Fritz, demeurant à Moorea.		Objets mobiliers.	M <sup>e</sup> de Montluc, avocat défenseur, Papeete.
20 septembre 1939.	Rittmeister Heinz, Konrad, touriste, demeurant à Papeete.		Objets mobiliers.	M <sup>e</sup> de Montluc, avocat défenseur.
19 septembre 1939.	De Scheenburg Waldenbourg Charles, Léopold, demeurant à Papeete.		Objets mobiliers.	M <sup>e</sup> de Montluc, avocat défenseur, (séquestre levé par ordonnance du 11 janvier 1940.
20 septembre 1939.	Wolff Wolfgan, artiste-peintre, demeurant à Punaauia.		Objets mobiliers.	M <sup>e</sup> de Montluc, avocat défenseur.
20 septembre 1939.	Divers créanciers allemands.		Traites et effets de commerce détenus pour encaissement, par la Banque de l'Indochine.	M. Jules Millaud, caissier de la Banque de l'Indochine.
1 <sup>er</sup> décembre 1939.	Divers créanciers allemands.		Traites et effets de commerce détenus pour encaissement, par la Banque de l'Indochine.	M. Jules Millaud, caissier de la Banque de l'Indochine.

## SERVICE TOPOGRAPHIQUE

(District d'Afareaitu).

## AVIS

Les opérations de bornage des terres ci-après dénommées ayant eu lieu hors la présence des propriétaires, les plans resteront déposés à la Chefferie du district pendant un délai de six mois à compter du 16 décembre 1939 (Voir arrêté du 9 août 1927, art. 4, 5, 6 et suivants).

Numéro d'ordre	Numéro du plan	Nom de la terre	Nom du propriétaire	Observations
1	374	Terrain domania	Domaine	
2	542	Vaihee	— do —	

Papeete, le 11 décembre 1939.

Le Chef du Service de l'Enregistrement  
et du Cadastre,

A. FAUGERAT.

## PARTIE NON OFFICIELLE

## ANNONCES JUDICIAIRES

## EXTRAIT.

D'un jugement du Tribunal de Commerce de Papeete en date du 26 janvier 1940, il appert que Chong Fa dit Chong Fa n° 1025 a été déclaré en état de faillite. M. Le Roux a été nommé Juge Commissaire et M. Frogier Marcel, Syndic.

Pour extrait conforme dressé au Greffe de Papeete, le 29 janvier 1940.

Le Greffier,  
M. IORSS.

## TRIBUNAL DE COMMERCE DE PAPEETE

MM. les créanciers de la faillite YUNE SING sont invités à se réunir le 19 février 1940 à 9 h. 30 au Palais de justice de Papeete, pour la réunion annuelle. - Questions diverses.

Le greffier,  
M. IORSS.Etude de M<sup>e</sup> H. HOPPENSTEDT, Défenseur à Papeete.

## VENTE

## SUR LICITATION

## APRÈS BAISSÉ DE MISE A PRIX

Au plus offrant et dernier enchérisseur, en l'audience des criées du Tribunal Civil de Première Instance de Papeete EN UN LOT de la terre "TAURAAPIRAE", sise au district de Puen.

## L'ADJUDICATION AURA LIEU

le Vendredi 23 Février 1940,

à huit heures, trente

Aux requête, poursuites et diligences de Madame Teahurai a Teotahi, V<sup>ve</sup> Hinatea a Aumai, propriétaire, demeurant au district de Puen, épouse en secondes nocces de M. Teamo a Tuairau, de ce dernier assistée et autorisée.

Agissant en sa qualité d'administratrice légale des biens de sa fille mineure, Agnès Aumai, issue de son mariage avec ledit sieur Hinatea a Aumai.

Pour laquelle domicile est élu à Papeete, rue Bréa, en l'étude de M<sup>e</sup> H. Hoppenstedt, défenseur.

En présence de :

Monsieur Faugerat, Receveur des Domaines, appelé aux présentes, conformément aux dispositions du décret du 22 mars 1923, portant règlement de la procédure en matière de partage et licitation dans la colonie, afin de représenter les ayants droit connus ou inconnus de M<sup>me</sup> Moca a Tairea en son vivant, propriétaire, demeurant au district de Puen.

En exécution tant d'un jugement rendu par le Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, le 31 mars 1939, enregistré et signifié, ordonnant vente sur licitation de la terre sus-énoncée que d'un jugement rendu par le même Tribunal le 26 Janvier 1940 enregistré, lequel a baissé la mise à prix de l'immeuble dont s'agit.

## DÉSIGNATION

La terre "TAURAAPIRAE", est sise au district de Puen; elle est bornée du côté de la mer par la mer où elle mesure trente-sept mètres, - du côté de l'intérieur par la terre Tepumaroua où elle mesure cinquante mètres, - du côté du district de Puntira par les terres "Mataiva" et "Teiriiri", où elle mesure cent vingt deux mètres et du côté du district d'Afahiti par la terre "Aranuanua", sur laquelle elle mesure cent deux mètres.

Le cahier des charges pour parvenir à la présente vente a été déposé au Greffe des Tribunaux, conformément à la loi,

## Mise à prix :

Outre les charges, clauses et conditions énoncées au cahier des charges, les enchères seront reçues sur la mise à prix suivante fixée par le jugement précité du 26 Janvier 1940, savoir :

Lot unique. — Cinq cents francs, ci... 500 »

Fait et rédigé par M<sup>e</sup> H. HOPPENSTEDT, défenseur poursuivant à Papeete, le 26 Janvier 1940.

H. HOPPENSTEDT, Défenseur.

## ANNONCE

## CALENDRIER POUR 1940

PRIX : EN FEUILLE : 50 CENTIMES.

STATION  
DU FAIERE-PAPEETE  
(TAHITI)

ETABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OCEANIE

SERVICE MÉTÉOROLOGIQUE

Latitude 17° 32' S.

Longitude 149° 34' W.

Altitude 92<sup>m</sup>50

(cuvette du baromètre)

Résumé des observations du mois de décembre 1939.

DATES	TEMPÉRATURE en degrés centigrades			PRESSION ATMOSPHÉRIQUE corrigée à 0° et à la gravité normale 1000+				HUMIDITÉ relative en pour cent		TENSION DE VAPEUR D'EAU en millibars heure légale			Pluie en millimètres de 7 h. ce jour à 7 h. demain	INSOLATION en heures et minutes	ÉVAPORATION	TEMPÉRATURE à la surface du sol		VENT AU SOL DIRECTION EN ROSE DE S. vitesse en m/sec.					
	minimum m	maximum M	moyenne 1/2 (M+m)	matin		soir		m	M	7 H	12 H	17 H				m	M	0 H.	04 H.	08 H.	12 H.	16 H.	20 H.
				m	M	m	M																
1	23.8	32.1	27.9	-2.0	0.4	-2.7	-0.9	53	81	23.0	29.7	28.4	0.4	11.20	5.0	20.8	57.0	0	0	NE 3	NE 1	NE 5.5	NE 6.5
2	24.4	33.3	28.9	-2.1	0.0	-2.4	-0.5	61	93	26.0	31.5	28.2	37.4	5.26	3.5	22.8	44.1	E 4	E 3.5	NE 0.5	NE 2.5	NE 3.5	E 3.5
3	22.9	28.8	25.8	-2.2	0.4	-3.1	-0.9	71	95	27.0	28.3	29.7	7.8	0.00	1.5	22.9	32.8	» 1.5	» 1.5	SE 2	0	NW 1	E 1.5
4	23.7	27.9	25.8	-2.2	-0.4	-2.7	-0.7	68	94	26.0	26.6	28.1	41.6	0.00	1.9	22.0	34.2	E 2	E 3.5	E 3.5	SE 2.5	S 3	E 4
5	23.0	32.6	27.8	-3.0	-0.4	-2.3	0.4	63	95	26.5	28.2	29.9	42.0	2.06	2.0	22.5	45.7	SE 3	SE 0.5	0	W 1	NE 0.5	» 3.5
6	21.8	28.3	25.1	-1.1	1.9	-0.8	0.3	72	96	26.1	25.5	25.7	1.4	0.15	3.0	22.0	37.2	» 0.5	» 1	E 2	N 3.5	SE 0.5	0
7	22.6	29.9	26.2	-1.5	2.0	-0.9	1.7	72	100	23.0	27.4	25.9	28.6	0.12	3.3	20.5	39.7	0	SE 2	NE 2	NE 6	NE 4	W 3
8	22.1	26.8	24.5	-0.9	0.7	-1.7	0.4	84	100	28.4	28.6	28.4	51.2	0.00	1.4	22.3	30.0	E 4	E 2.5	NE 4	S 2.5	NW 5	W 3.5
9	22.3	27.7	25.0	-2.4	-0.7	-3.0	-0.4	80	98	26.9	28.3	21.4	9.5	4.36	1.4	22.6	36.0	SE 0.5	» 0.5	SW 0.5	SW 1	SW 6	S 1.5
10	22.9	28.3	25.6	-2.6	0.1	-2.4	0.0	71	95	21.2	25.6	24.9	2.4	0.00	4.3	20.8	40.6	S 0.5	S 0.5	SW 1.5	NW 2.5	NW 3.5	SW 3.5
11	20.9	31.0	25.9	-1.1	1.5	-0.9	2.0	56	84	21.7	25.1	21.4	»	5.26	5.2	19.0	53.1	SW 6	S 2.5	»	0	0	0
12	20.4	31.7	26.1	0.7	2.5	-0.4	3.1	52	86	21.4	21.1	23.8	»	11.16	6.0	18.0	60.3	SE 0.5	SE 0.5	SE 0.5	N 7	NE 7	E 1.5
13	21.7	31.3	26.5	1.6	3.2	0.1	2.4	54	90	21.8	28.0	24.0	0.6	8.37	5.8	20.0	60.6	SE 3.5	» 0.5	NE 4	NE 7	NE 4.5	NE 2
14	23.4	32.5	27.9	0.8	3.2	0.5	3.9	58	98	26.0	26.6	28.0	»	10.05	4.1	22.4	61.7	NE 3.5	E 2.5	W 1	NE 4	N 6	NE 0.5
15	23.8	33.0	28.4	1.7	3.5	0.3	2.3	56	90	25.5	23.6	28.2	»	7.02	4.4	21.6	61.8	0	NE 0.5	SE 1.5	E 6.5	N 7	0
16	23.7	32.9	28.3	0.4	2.4	-0.1	1.7	68	92	25.4	28.2	28.8	0.5	7.38	3.2	22.0	61.7	E 1.5	SE 1	E 2.5	N 4	SW 0.5	SW 0.5
17	23.2	32.3	27.8	0.4	1.6	-1.6	0.9	62	100	25.4	30.7	28.6	5.5	6.55	3.7	22.1	61.8	0	SE 2	SE 0.5	N 4.5	NE 1.5	» 0.5
18	23.2	32.8	28.0	-0.9	1.7	0.0	0.8	57	85	26.8	31.1	28.7	»	7.12	3.9	22.4	58.2	E 3	E 3	NE 1.5	N 3.5	NW 1	NW 1.5
19	24.7	31.8	28.3	-0.9	1.7	-2.3	0.1	66	88	23.6	28.6	30.4	2.2	3.52	3.4	21.6	51.6	SE 2	E 1	NE 2	NE 4	NE 2	S 0.5
20	23.2	32.2	27.7	-2.3	0.4	-2.1	0.7	69	97	26.9	28.4	27.1	2.8	»	4.4	23.3	44.3	0	0	E 4.6	NE 7	NE 1	NE 2
21	24.1	32.1	28.1	-2.2	0.1	-2.2	1.3	67	99	27.4	31.1	28.1	34.2	4.30	3.8	22.4	47.0	NE 5	NE 6	E 3	NE 3.5	NE 1	NE 2.5
22	23.2	33.0	28.1	-0.9	1.5	-2.0	0.1	58	82	26.3	27.9	28.1	»	3.08	4.0	21.6	46.1	E 3.5	E 4.5	E 0.5	NE 2	NE 2.5	NE 1
23	24.4	32.8	28.6	-1.6	0.7	-1.6	0.8	60	88	25.4	30.8	29.0	»	7.00	3.6	22.3	54.5	NE 3.5	E 0.5	NE 1	NW 3	NW 1.5	» 0.5
24	24.0	33.0	28.5	0.0	1.7	0.0	3.3	64	98	24.5	31.3	28.7	9.3	6.29	3.9	19.2	55.4	0	SE 0.5	0	E 4	W 0.5	» 1
25	23.8	33.2	28.5	1.7	4.1	0.3	3.6	61	89	27.4	30.6	28.4	»	4.44	3.4	23.3	54.2	» 0.5	SE 0.5	NW 1	NE 3.5	N 1	» 2
26	23.1	32.7	27.9	1.6	3.6	-0.4	1.6	63	93	27.6	30.1	29.9	0.1	5.41	3.0	22.4	55.3	» 0.5	» 2	0	NE 2	N 2.5	0
27	22.9	31.7	27.3	0.0	1.3	-1.6	2.0	66	90	25.8	26.6	27.1	»	10.42	3.9	22.0	61.7	SE 0.5	SE 1	0	W 3.5	W 3	SW 0.5
28	22.8	31.8	27.3	-0.5	1.5	-0.8	2.0	62	98	24.0	26.8	27.7	1.5	6.42	3.3	22.5	61.8	SE 0.5	S 0.5	E 0.5	NW 4	E 2.5	» 1.5
29	23.8	32.2	28.0	0.7	2.0	-0.7	2.5	64	94	26.7	29.3	28.3	2.6	4.38	3.7	23.0	44.8	» 0.5	0	NE 0.5	E 4	E 2.5	SW 1
30	23.0	32.0	27.5	0.5	2.4	-0.5	1.5	70	92	27.1	27.7	30.0	G	6.11	4.4	21.2	54.6	SW 1	SE 1	E 0.5	W 1.5	NE 1.5	E 0.5
31	22.3	32.4	27.3	-1.1	0.7	-1.5	0.4	56	90	24.4	27.8	26.2	»	6.02	3.4	21.7	60.3	E 0.5	SE 0.5	E 0.5	N 5.5	E 2	SE 0.5
Total.	715.1	974.1	844.6	-21.4	45.3	-39.5	36.4	1984	2870	785.2	871.1	851.1	281.6	157.45	111.8	673.2	1563.1	NOMBRE DE JOURS DE					
Moyenne	23.06	31.42	27.24	-0.69	1.46	-1.27	1.18	64.0	92.6	25.33	28.10	27.45		5.15	3.61	21.71	50.59	Pluie	Orage	Eclairs	Grains	Rosée	Gouttes
																		20	4	2	3	11	1



DATES	Kilomètres par- coursus par le vent au sol		VENT EN ALTITUDE Direction en rose de 16 - Vitesse en mètres par seconde							NÉBULOSITÉ				PHÉNOMÈNES DIVERS
	en 24 h.	plus forte valeur horaire	heure de début du sondage	1000 m.	2000 m.	3000 m.	4000 m.	5000 m.	6000 m.	Maximum		Minimum		
										Valeur	Heure	Valeur	Heure	
1	230	22	07.15	NE 6	NE 4	NNE 5	NNW 8	NW 11	WNW 14	6	11	tr	14 à 17	G. 21.40. Halo sol : 11.
2	245	17	07.30	NNE 9	NNW 10					10 tr	16 et 17	3	07	Av. 02.25 ; 08.15 ; 09 ; 19.45 ; 20.15 ; 23.45 ; T. et Ecl. dans la nuit.
3	140	12	"							10		10		Pl. de 00 h. à 02 ; 04.55 à 06 h ; 09 à 14.15 ; T. à 09.10.
4	213	14	07.30	NNE 8	N 12	N 8	WNW 9			10	09.40.42	6	07	Av. 05.10 Pl. de 08.30 à 11.05 ; Ecl. 20. Orage à 21.
5	123	12	09.30	NW 6	NW 9					10	07 à 08	9	11	Av. 16.40 ; Pluie de 18.10 à 23.30.
6	84	13	09.20	S 4	SSW 1					10	07 à 12	10 tr	13 à 17	Av. 005 ; Pl. de 0650 à 08. Gr. 09.30.
7	206	15	09.00	NNE 10						10	12 et 17	9	15	Av. 16.30 ; Pl. de 18 à 19.40.
8	225	21	"							10		10		Av. 08.45 ; 10.15 ; 13.05 ; 14.15 ; 18.15 ; 20.40 : Gr. 14.
9	152	20	"							10		10		Pl. de 04 à 11.
10	181	13	15.15	WSW 5,5	W 18	"	NW 4	WNW 6		10	07 à 09	4	14	Pluie de 06 à 09.10 ; G. à 17.10.
11	205	15	07.15	SSW 8	SW 15					5	14	tr	07 à 08	Rosée.
12	180	17	07.15	calme	WSW 3	WNW 4	NW 0,5			2	11 à 16	tr	07 à 09	Rosée.
13	238	22	08.15	ESE 0,5	SW 8	NE 1	N 8	NNE 8,5	N 9	10 tr	10	1	08 et 17	R. Av. 09.55 ; Hal. sol : 07 à 12 ; Cour. sol. 07, 09 et 13.
14	231	18	07.00	NNE 11	E 2,5	N 6,5	N 8	NNE 9	NNW 9	10 tr	08 à 11	3	14	Rosée.
15	132	19	07.10	E 10	NE 7	NE 4	N 4,5	NNW 6	NNW 6	10	11	tr	07 à 08	Rosée.
16	107	17	07.10	NE 7	NE 7	N 3	NW 2,5			10 tr	12 à 16	3	07	Av. 15 ; T. 13.30 et 13.45.
17	162	16	08.10	NE 7	NE 1,5	ENE 2	SW 2	WSW 3	W 7,5	2	16 à 17	7	13	Ros. Ave. 22.30 ; Cour. sol. 07.
18	149	10	07.15	NW 4,5	NW 5	NW 5,5	WNW 5	NW 5	WNW 13	10	09	2	14	Halo 15 ; Cour. sol. 10 et 11.
19	167	15	07.00	NE 4,5	NNE 5	NW 0,5	S 1,5			10	12	8	15	Ros. Av. 21.45. Halo sol. de 07 à 16.
20	216	20	07.15	(1)						10	07 à 12	8	14	Av. 05.50 ; 12.05 ; 12.40 ; 15.
21	326	23	07.25	NE 15	NNE 7,5					10	13 à 17	10 tr	07 à 12	Av. 06.15 ; Halo sol. 07 à 12 ; Gr. et T. 13.33.
22	255	22	07.05	NE 13						10	11	8	14 et 17	Av. 10.30 ; 13 ; Pl. de 15.10 à 19.30.
23	128	12	07.30	ENE 3	NE 5	ENE 6	ENE 4,5	NW 4,5	NW 4	8	15 à 17	3	12	Rosée. Halo sol. de 09 à 15.
24	144	14	07.20	ENE 7	ESE 3	E 2	WSW 1	W 3	NW 4,5	10 tr	17	2	07	Av. 16.55.
25	128	13	07.15	S 2,5	S 4	SW 1	WSW 1	NW 4		10 tr	07 à 08	6	11	
26	112	9	07.35	NW 1	SSE 6	S 5	SSW 7	SW 8,5	WSW 14	10 tr	13	tr	07 à 08	Ros. Av. 12.40 ; Pl. 16.45.
27	134	14	07.05	SW 1	SSE 1,5	SSE 6	SSE 5	SSW 16	SW 16	10 tr	14 à 17	tr	07	Rosée.
28	123	14	07.30	SW 1,5	SE 2,5	SW 3	SW 2,5	S 7	SSW 5	10	14 à 16	5	07	Av. 22.05 ; Halo de 8 à 11.
29	175	17	07.30	E 7						10 tr	07 à 11	2	16	Av. 09.20 ; 09.42 ; 10.15.
30	120	11	07.30	N 1,5	S 1,5	SW 4	SW 5	WSW 6	W 6	9	16	1	07	G. 16.30.
31	126	12	07.35	SSW 1	WSW 5,5	SSE 7	S 7	SW 0,5	W 4,5	10 tr	14 à 15	tr	07 à 08	Rosée.
Total	5.377									282		140		
moyenne	173,5									9.1		4.5		

N.B. — Les pressions sont indiquées au niveau de la cuvette du baromètre.

(1) A 800 m: ENE 8 (plafond)

ERRATA : 1<sup>er</sup> Résumé de Juin 1939 ; Vent en altitude le 25 à 6.000 m : lire W 6 au lieu de E 6 ;2<sup>e</sup> Résumé d'Août 1939 ; Vent en altitude le 20 à 2000 m : lire SSE 2 au lieu de SSW 2.

Le Chef du Service Météorologique p.i.,

J. GIOVANNELLI.